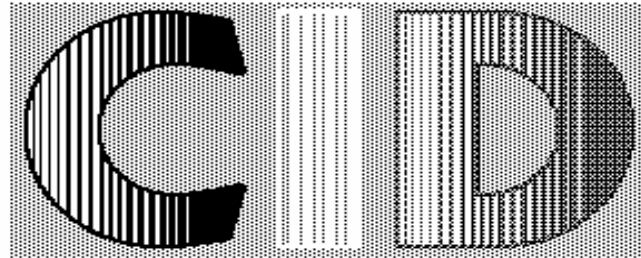


COLLEGE INTERARMÉES



DE DÉFENSE

# **L'Afrique du Nord**

**Mémoire de géopolitique**

**du Commandant Terje Alvsaker**

**Dans le cadre de l'étude dirigée  
«Le Nouvel Espace Stratégique Euro - Méditerranéen »**

**Directeur: Monsieur Jean-François DAGUZAN**

**Avril 2002**

## Résumé

### 1 Introduction

Je veux faire une analyse stratégique d'Afrique du Nord. Normalement le niveau stratégique est divisé dans la *stratégie* et la *Grande stratégie*. La Grande stratégie inclut tous les moyens qu'une nation ou un Etat appliquent à la portée leurs objectifs ou protéger leurs intérêts, y compris les moyens militaires. L'objet de l'analyse est l'Afrique du Nord avec souligné de l'Algérie. L'analyse est assumée pour donner des réponses aux questions suivantes:

- Quelle sorte de défis représente l'Afrique du Nord - et notamment l'Algérie, à l'environnement et sécurité européenne ?
- Quelle sorte de vue fait les Etats d'Afrique du Nord sur l'OTAN, l'UE, l'UEO, l'ONU et l'OSCE ?
- Quelle sorte de changements dans le domaine politique aux Etats en Afrique du Nord aura un effet sur l'OTAN, l'UE, l'UEO, l'ONU et l'OSCE ?
- Quelle sorte d'actions stratégiques est possible pour empêcher un développement peu désiré, et comment est un développement peu désiré être traité ?

Le problème est décrit comme suivant:

*Si un développement peu désiré à l'Afrique du Nord pourrait surgir, quelles sont les raisons pour cela ?*

L'analyse et les discussions ont fait avec se concentre sur l'Algérie. Les autres Etats dans la région seront évalués dans le rapport avec l'Algérie - lorsqu'il semble pertinent.

Les facteurs suivants seront évalués: la géographie, l'économie, la politique et les affaires militaires

### 2 Discussion

Une chose qui pourrait influencer ou déstabiliser la sécurité européenne, sont les discussions de territoire. La menace principale de l'Algérie - quant à la géographie, peut être l'émigration massive. Cela pourrait arriver si la capacité pour alimenter la population diminue, liées avec la croissance démographique et le besoin pour importer l'alimentation. Cela deviendra bien sûr même plus mauvais si l'économie diminue, ensemble avec une augmentation de violence politique.

Des leaders algériens n'ont pas reconnu les problèmes sociaux et économiques dans le milieu des années 1980. Cela menait au mouvement fondamentaliste islamique parmi les Algériens. Le souci principal des leaders algériens depuis 1985 a été pour se battre contre les extrémistes fondamentaux islamiques. Bien que le système politique commence apparemment à travailler d'une façon démocratique avec des candidats islamiques dans le parlement, le terrorisme islamique est toujours apparent en Algérie..

La raison principale du mouvement islamique était la situation sociale et économique que devenait apparente dans le milieu des années 1980 - et qui est toujours apparent. Le problème islamique ne sera pas résolu avant que les conditions sociales et économiques n'aient été améliorées.

Les conflits dans la région - ou à l'extérieur de la région - peuvent apparaître l'un ou l'autre de la question de Sahara Occidental, entre l'Algérie et le Maroc - ou suite à une relève politique Islamique en Algérie et «l'effet de renversement» (spill-over-effect) dans d'autres pays.

«L'effet de renversement» peut être la prise de contrôle islamique dans d'autre pays arabes et une grande migration des pays de l'Afrique du Nord en Europe du Sud.

L'augmentation d'exportation du pétrolier et du gaz attendu, les plans internationaux pour investissement dans cette région, confirment le potentiel d'un développement économique sain. Le gouvernement algérien doit se concentrer sur le bien-être de populations, y compris

l'éducation, l'emploi - et le contrôle de la naissance. Le terrorisme - domestique et international, dévaste pour une région avec un but d'arriver tout près en Europe. Selon la plupart des analystes dans les crises en Afrique du Nord, migration peut être la menace de sécurité la plus importante pour des pays occidentaux. Le terrorisme domestique pourrait être le facteur "déclenchement" d'un flot d'immigrants illégaux en Europe.

L'Armée de Terre est organisée et dimensionnée pour défendre le territoire algérien. L'Armée de Terre a été lourdement impliquée dans le désordre interne et violence par unités d'émeute spéciales. La formation et des doctrines tactiques continuent à être basées sur des anciens modèles d'Union soviétique. Il n'y a aucun indicateur que les forces algériennes fonctionneront dans un rôle offensif à l'extérieur de pays ou participeront aux opérations d'ONU. On croit que toutes les unités sont au-dessous de niveau concernant le nombre d'effectif dans des différentes unités.

### 3 Conclusion

#### 3.1 Les secteurs de souci pour stabilité et sécurité

Comme indiqué plusieurs facteurs pourraient causer le souci pour la stabilité et la sécurité dans la région. L'Algérie est identifiée comme la nation la plus critique pour la stabilité dans la région. C'est principalement basé sur les problèmes internes qui pourraient intensifier et terminer de déstabiliser la région entière. La désintégration d'un gouvernement efficace, probablement aboutissant à l'écroulement d'Algérie, représenterait un plus mauvais scénario – ("worst case") - dans la région.

En Algérie les leaders militaires influencent lourdement dans le domaine politique. La liaison entre le président et les militaires est traditionnellement forte. Bien que le président courant a été élu par les gens, des droits démocratiques en termes occidentaux semblent toujours loin. La tension entre la fraction militaire extrême et modérée, pourrait aboutir à une crise gouvernementale et une prise de contrôle par la fraction extrême. Les conséquences seraient probablement plus tension, la violence et le terrorisme (comme nous avons vu dans les années 1992-1997). Cela empêche à son tour le gouvernement efficace - et cela menace l'unité de la nation. Si la nation est fendue, la force militaire serait aussi fendue et les demandes d'autonomie Kabyle comme un Etat indépendant - va probablement être levé. La violence politique pourrait aboutir à la migration massive, mais plus probablement stimulé par un gouvernement inefficace - une combinaison de croissance démographique, chômage et manque d'alimentation. La violence politique limiterait directement et sévèrement de plus activité industrielle internationale en Algérie. Indirectement le terrorisme empêche n'importe quel progrès sur des questions droit de l'homme. Une question cruciale pour des compagnies internationales et également pour l'industrie pétrolière essentielle de l'Algérie.

Les facteurs d'externes de souci sont le prix du pétrole et le référendum prochain d'indépendance au Sahara Occidental. Ce référendum pourrait déstabiliser la relation entre l'Algérie et le Maroc en raison de démographie mélangée dans des territoires frontières. Le problème pourrait devenir critique si le Maroc décide de saisir le contrôle du Sahara Occidental, contrairement au résultat du référendum.

Aujourd'hui ce scénario - un cas le plus mauvais, peut être évité principalement en raison du président Bouteflika de l'Algérie. Il semble - à présent - être clef au progrès positif en Algérie et agit personnellement comme un garant de la ligne de réconciliation.

#### 3.2 Les mesures stratégiques possibles pour empêcher instabilité

Comme désigné l'appui international de Bouteflika et sa politique semble être crucial d'assurer stabilité en Algérie. Pour soutenir ce développement la communauté européenne et la communauté internationale, doivent encourager libéralisation économique et investissements

étrangers, appui et aide économique. Cela peut exiger des plans d'investissement dans coopération avec le Fonds Monétaire International et l'Union européenne. Les associés commerciaux européens les plus importants sont la France, l'Italie et l'Espagne. D'outre-mer les Etats-Unis représentent un autre associé important. Le commerce et la coopération pourraient être étendus pour soutenir prospérité et stabilité en Algérie. Des organisations internationales et organisations occidentaux doivent soutenir le gouvernement algérien pour améliorer l'assistance publique incluant le système d'éducation, emploi et croissance démographique pour faciliter stabilité dans la région. Plus loin le processus commencé à la conférence de Barcelone en 1995 devrais être continué.

De contrôler, et si possible évitent les problèmes associés à l'élection au Sahara Occidental, il est important d'établir un système d'élection crédible où les pays occidentaux montrent l'intérêt et participent avec des observateurs. L'UE et l'OSCE peuvent être des acteurs dans ce processus.

La coopération dans l'UMA pour résister au terrorisme d'Islam doit être plus loin étendue. Intérieurement en Algérie le plan de réconciliation et l'amnistie donnée, doit être achevée. Cela peut s'avérer être le tournant pour le développement interne en Algérie.

## Table

<b>1</b>	<b>Introduction .....</b>	<b>5</b>
1.1	FOND .....	5
1.2	ANALYSE .....	5
1.2.1	L'analyse est assumée pour donner des réponses aux questions suivantes .....	6
1.2.2	Intention .....	7
1.2.3	Description du problem .....	7
1.3	FACTEURS.....	8
<b>2</b>	<b>Discussion .....</b>	<b>8</b>
2.1	GEOGRAPHIE – AFRIQUE DU NORD.....	8
2.1.1	Introduction .....	8
2.1.2	Facteurs.....	8
2.1.3	Conclusions .....	10
2.2	POLITIQUE .....	10
2.2.1	Questions de direction .....	10
2.2.2	Politique domestique .....	12
2.2.3	Politique étranger.....	15
2.3	ECONOMIE .....	19
2.3.1	Introduction .....	19
2.3.2	Discussion .....	22
2.3.3	Conclusion .....	26
2.4	AFFAIRES MILITAIRE.....	26
2.4.1	Forces armées - organisation et rapport politique.....	27
2.4.2	Conclusion .....	28
<b>3</b>	<b>Conclusion .....</b>	<b>32</b>
3.1	LES SECTEURS DE SOUCI POUR STABILITE ET SECURITE .....	32
3.2	MESURES STRATEGIQUES POSSIBLES POUR EMPECHER INSTABILITE .....	33
	<b>Bibliographie .....</b>	<b>34</b>

## 4 Introduction

### 4.1 Fond

Je veux faire une analyse stratégique d'Afrique du Nord.

### 4.2 Analyse

Une analyse stratégique implique que les segments rapprochés au mot stratégie doivent être divisés et évalués en détail. Le mot stratégie peut être associé aux niveaux d'organisation. Iver Johansen - l'Établissement de Recherche de Défense Norvégien (l'ERDN), a défini<sup>1</sup> le mot stratégie comme un plan pour l'action. Il semble opportun de rapprocher cela définition au but de ce rapport. Dans ce contexte le mot stratégie sera souligné et donnera ainsi des directions pour le niveau cette analyse sera considérée.

Normalement le niveau stratégique est divisé dans la *stratégie* et la *Grande stratégie*. La Grande stratégie inclut tous les moyens qu'une nation ou un Etat appliquent à la portée leurs objectifs ou protéger leurs intérêts, y compris les moyens militaires.

Dans une étude comme cela, il est nécessaire d'évaluer tous les aspects d'un Etat ou une région. À cause de cela, il semble raisonnable de choisir la Grande stratégie comme une approche appropriée à cette étude. Ce niveau implique aussi sur la déduction de facteurs pour évaluer.

L'objet de l'analyse est l'Afrique du Nord avec souligne de l'Algérie. C'est nécessaire alors à clarifiez la définition de l'Afrique du Nord. Anders Kjølberg, l'Établissement de Recherche de Défense Norvégien (ERDN)<sup>2</sup> - définit l'Afrique du Nord comme le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye, l'Égypte, le Soudan et la Mauritanie.

Dans l'anglais deux définitions existent. Le premier est définie conformément à la définition de Kjølberg. La deuxième définition inclut que le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Libye.

Dans l'Encyclopédie Orient<sup>3</sup>, la définition la plus commune acceptée est celui de l'Afrique du Nord comme le deuxième définition décrit ci-dessus.

En choisissant cette définition, la région consiste en groupe homogène relatif de population. Les autres Etats dans la région seront analysés au prolongé cela semble approprié.

Rapproché de la possibilité d'un effet de renversement ("spill-over-effect") si les fondamentalistes d'Islam atteignent le pouvoir en Algérie, il pourrait être approprié d'inclure l'Égypte dans la région de l'Afrique du Nord. Cependant, basé sur les traditions et l'histoire, l'Égypte est considérée pour être stable et l'inquiétude générale consiste en ce qu'une transition de pouvoir des fondamentalistes en Algérie n'affectera pas d'Égypte.

Dans la tâche il n'y a aucune raison pour laquelle l'Algérie est soulignée. Rapproché de l'image de médias d'années dernière, il semble évident que l'Algérie est l'Etat dans la région avec la plupart des violences et instabilité. Si une transition de pouvoir des fondamentalistes a lieu en Algérie, la possibilité de désordre et dissémination est haut comparée aux autres Etats dans la région. Cela semble raisonnable ensuite pour conclure que l'Algérie a un potentiel de déstabilisation dans la région.

Il semble possible d'effectuer l'analyse de trois façons. Les Etats dans la région peuvent être analysés séparément, où l'importance de l'Algérie dans des relations aux autres Etats sera mise en évidence.

<sup>1</sup> Discours - l'Établissement de Recherche de Défense Norvégien (ERDN)

<sup>2</sup> Rapport en 1997/05253, l'ERDN, - « Le potentiel de conflit en Europe »

<sup>3</sup> Travail de référence à l'Internet

Une autre voie est de discuter la région dans l'ensemble, où des ressemblances et des contrastes entre les états doivent être identifiées et rapprochées à la situation en Algérie. La troisième approche est d'effectuer une analyse stratégique avec se concentre sur l'Algérie. Les faits d'autres parties de la région doivent être discutées à tel point qu'ils sont appropriés et pertinents.

En concentrant à la région en général, des faits possibles peuvent être exposés le faisant totalement sans rapport souligner l'Algérie. Cependant, que une analyse peut donner cette réponse. Une analyse complète de chaque Etat dans la région peut être vaste, et faire difficile de comparer d'une façon appropriée. Conformément à la tâche, l'Algérie doit être soulignée. Dans cette lumière, l'analyse sera effectuée avec se concentre sur l'Algérie. Des faits appropriés de la région en général et des Etats séparés, seront pris en considération.

#### 4.2.1 L'analyse est assumée pour donner des réponses aux questions suivantes

##### 4.2.1.1 La première question

Quelle sorte de défis représente l'Afrique du Nord - et notamment l'Algérie, à l'environnement et sécurité européenne :

- dépendant du développement interne
- comme agresseur potentiel

Définitions :

- *Défis* : Une sommation qui menace souvent, provocateur, stimulant ou incitant<sup>4</sup>
- *Environnement* : Sont représenté par les Etats autour de la Méditerranée et les Etats avec une frontière commune avec les Etats définis comme l'Afrique du Nord.
- *Sécurité* : Après la guerre froide la sécurité élargie est concentrée. Il consiste en plus que défense de propre territoire et souveraineté nationale. Dans sa discussion Espen Barth Eide<sup>5</sup> a dit que la sécurité s'agir des relations entre l'homme collectives. Le contexte du collectif et l'entourage, les connectent aux facteurs- ou secteurs différents. Barry Buzan<sup>6</sup> décrit que les secteurs suivants soient appropriés pour faire une analyse de sécurité: les forces militaires, la politique, les affaires social, les affaires économique et environnemental.

Les défis sont rapprochés de la suivante:

- Dépendance au développement interne:

Interne définit comme le développement entre les états au l'Afrique du Nord, et à l'intérieur de chaque état. Les événements sont des changements de la situation existante avec se concentre l'avenir.

- Comme agresseur potentiel:

Un Etat - ou une assemblée d'Etats - dépendent de la capacité militaire et aussi la capacité et la volonté pour l'employer, s'ils ont l'intention d'agir comme des agresseurs. Dans cette analyse il est nécessaire de se clarifier s'il y a un agresseur potentiel. Si la réponse est oui, est il un Etat simple, ou une coalition qui représente une menace militaire.

##### 4.2.1.2 La deuxième question

Quelle sorte de vue fait les Etats d'Afrique du Nord sur l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (l'OTAN), l'Union européenne (l'UE), l'Union de l'Europe Occidentale (l'UEO), L'organisation des Nations Unies (l'ONU) et L'organisation pour la sécurité et la

<sup>4</sup> Encyclopédie Britannica, en ligne Dictionnaire

<sup>5</sup> Discours - l'Établissement de Recherche de Défense Norvégien (ERDN)

<sup>6</sup> Barry Buzan, Ole Wæver, Jaap de Wilde - Security, a New Framework for Analysis, 1991

coopération en Europe (l'OSCE) ?

Pour répondre à cette question, il est nécessaire de mettre au courant le situation d'Algérie et d'autres Etats dans la région. En addition, il semble adéquat d'évaluer la situation d'un point de vue européen. Pour faire plus facile d'évaluer l'attitude, il semble nécessaire de se clarifier l'obligation - ou le manque d'obligation - et les intérêts des organisations internationales dans la région.

#### 4.2.1.3 La troisième question

Quelle sorte de changements dans le domaine politique aux Etats en Afrique du Nord aura un effet sur l'OTAN, l'UE, l'UEO, l'ONU et l'OSCE ?

Définitions:

- *Changements*: Changements de la situation à un moment défini. Dans ce cas j'utilise la situation aujourd'hui comme le point de départ, et j'évalue des changements de l'avenir.
- *Politique*: La notion politique comporte la politique étranger et la politique domestique, et il consiste aussi en l'utilisation de moyens. Les exemples sont la manière que l'état est dirigé, la composition des partis politiques, la coopération avec le monde extérieur, le traitement des droits de l'homme, gestion, etc.

#### 4.2.1.4 La quatrième question

Quelle sorte d'actions stratégiques est possible pour empêcher un développement peu désiré, et comment est un développement peu désiré être traité ?

Définitions:

- *Actions*: L'utilisation de moyens accessibles
- *Stratégique*: Moyens disponibles pour des Etats ou des organisations en ce qui concerne la Grande stratégie.
- *Développement peu désiré*: Un développement menant à une situation ou événement inacceptable pour un Etat - ou la communauté internationale. Il semble approprié de connecter cela à la sécurité élargie.
- *Traité*: Des moyens utilisables quand une situation inacceptable ou l'événement sont arrivés.

### 4.2.2 L'intention

Le but d'une étude stratégique d'un pays ou une région est généralement d'établir une base pour manipuler une situation peu désirée ou élaborer une stratégie pour établir un rapport opportun. Les questions sont considérées comme des directives pour l'analyse en général. Il est possible de connecter l'analyse stratégique à la définition du mot stratégie comme Iver Johansen a fait - un plan pour action. Les questions et la définition indiquent que le but de l'étude est rapproché de l'avenir. En addition le but est connecté à la sécurité d'un Etat ou une région, et comment le garder. La question quatre est rapprochée de l'avenir. En même temps il est rapproché de l'utilisation aux moyens accessibles. Cette question est la base de la dérivation du but de l'étude comme suit: exposez le développement futur en Afrique du Nord - notamment en Algérie, et pour empêcher un développement peu désiré - suggérer des moyens stratégiques possibles

### 4.2.3 La description du problème

Pour exposer le développement futur en Afrique du Nord et en Algérie, et suggérer des moyens stratégiques possible pour empêcher un développement peu désiré, il semble

nécessaire d'identifier les causes pour un développement peu désiré. Le problème est décrit comme suivant:

*Si un développement peu désiré à l'Afrique du Nord pourrait surgir, quelles sont les raisons pour cela ?*

#### **4.3 Les limitations**

Le devoir est limité pour inclure des moyens dans le niveau de la Grande stratégie. L'analyse et les discussions ont fait avec se concentre sur l'Algérie. Les autres Etats dans la région seront évalués dans le rapport avec l'Algérie - lorsqu'il semble pertinent.

#### **4.4 Les facteurs**

Cette analyse a déduit des facteurs dans le rapport aux moyens applicables en ce qui concerne la Grande stratégie. De plus, les relations aux questions de sécurité dans une certaine mesure comme il est décrit, sont aussi employées pour déduire des facteurs appropriés. Basé sur cela, les définitions et les évaluations connectées aux questions, les facteurs suivants seront évalués:

- la géographie
- l'économie
- la politique
- les affaires militaires

## **5 Discussion**

### **5.1 La géographie - l'Afrique du Nord**

#### **5.1.1 L'introduction**

Cette étude décrit l'Algérie particulièrement mais inclut des parties essentielles des autres états de l'Afrique du Nord (le Maroc, la Tunisie et la Libye).

L'étude se concentre sur les facteurs qui pourraient influencer ou diminuent la sécurité européenne, au lieu de l'information détaillée dans chaque sujet différent. On montrera ces facteurs importants dans les conclusions.

#### **5.1.2 Les facteurs**

##### **5.1.2.1 L'emplacement**

Les quatre états de l'Afrique du Nord sont couchés dans une corde, s'étirant du Maroc à l'ouest, alors l'Algérie, suivi par la Tunisie est à la fin la Libye à l'est.

Le Maroc confine en Atlantique du Nord et la Méditerranée, tandis que les trois autres pays bordent que la Méditerranée.

Chaque Etat borde aussi d'autres Etats africains. L'Espagne a deux enclaves au Maroc - Ceuta et Melilla.

Les montagnes d'Atlas s'étirent à travers l'Algérie de l'est à l'ouest, près de la Méditerranée. Au nord des montagnes se trouve une plaine côtière étroite et discontinue.

Le plus de l'Algérie consiste en haut plateau au sud des montagnes - le dessert du Sahara. Le capital - Alger, est placé par la côte.

##### **5.1.2.2 La taille**

La taille totale des quatre pays est 4 751 440 kilomètres carrés. L'Algérie est le pays le plus grand dans la région. Le pays est plus de quatre fois aussi grand que la France (le Maroc 446 550 km carré, l'Algérie 2 381 740 km carré, la Tunisie 163 610 km carré et la Libye 1 759 540 km carré).

Chaque Etat a une mer territoriale de 12 milles marins. Le Maroc a aussi une zone économique exclusive de 200 milles marins. La Libye prétend que le Golfe de Sirte est leur territoire au sud de 32 degrés 30 minutes au nord, qui excède la ligne de 12 milles marins.

Dans les années 1980 il y avait quelques incidents entre les Etats-Unis et la Libye du Golfe de Sirte. L'Algérie revendique une zone exclusive de pêche entre 32-52 milles marins.

#### 5.1.2.3 Le climat

Chaque Etat a un climat de la Méditerranée à la côte. En addition au sud, le climat devient plus pareil à dessert.

L'Algérie est aride à semi-aride. La côte a des hivers doux et humides, des étés chauds et secs. Le haut plateau est la sècheuse, avec des hivers froids et des étés chauds. La température moyenne à Alger est +12 C dans janvier - et +24 C en juillet.

#### 5.1.2.4 La végétation

D'entre les quatre pays - le Maroc et la Tunisie ont la plupart des terres arable, environ 20%. Les deux pays ont aussi grands secteurs de pâturages permanents. L'Algérie et la Libye ont beaucoup moins de terre arable et pâturages permanents.

Environ 3% de terre algérienne est arable, et 13% est des pâturages permanents. La plupart des parties de cette sorte de la terre peuvent être trouvée au nord des montagnes d'Atlas.

Quarante pour cent de la terre consistent en herbe- et steppe de buisson. Le reste est des montagnes et des desserts. Environ 40% des produits agricoles sont domestiques. Cela signifie que beaucoup de l'alimentation doit être importée. C'est-à-dire qu'une diminution dans l'économie mène aux problèmes d'importer assez d'alimentation.

#### 5.1.2.5 La population

Le groupe ethnique dominant dans les quatre pays est des Arabes. Quelque Berbère peut être trouvé dans tous les pays.

La population: le Maroc 30 millions habitants, l'Algérie 31 million, la Tunisie 9 millions et la Libye 5 million. La religion dominante est l'Islam.

En Algérie le taux de croissance démographique était le plus haut dans le monde dans la fin des années 1980 (3,5%). Le taux a réduit dans les années 1990 (2,7%). Maintenant, environ 70% de la population est plus jeune que 30 ans. 95% de la population vivent sur la plaine étroite au nord des montagnes d'Atlas. En Algérie on trouve environ 24% des Berbères et 1% des européens en plus des Arabes. Un groupe Berbère important est le Kabylène, qui vit au nord des montagnes. Un grand nombre de ce groupe a émigré à d'autres parties d'Algérie - ou d'autres pays, particulièrement la France. Déjà, on a vu quelque tension entre les groupes arabes et les groupes Berbères. La violence entre les groupes peut étendre à la grande population Berbère vivant en France, que cause agitation ou violence en Europe. Dans le milieu des années 1990, quelques terroristes algériens ont planté des bombes à Paris. Cela était probablement une manifestation contre l'appui passif français (ou le manque de contre-mesures) à la relève militaire en Algérie. Les bombes n'étaient pas en raison des rapports tendus ethniques, mais il le montre que des problèmes domestiques en Algérie peuvent s'étendre en France.

L'Algérie est fortement dépendant sur l'importation d'alimentation<sup>7</sup>. Cela peut causer des problèmes si le fondement économique est réduit ou des conflits internes effraient des sociétés internationales pour faire du commerce avec le pays. Les conséquences peuvent être la migration accrue.

La croissance démographique a stabilisé, mais est toujours haut, et l'Algérie a une grande population sous 30 ans. Combiné avec le manque d'alimentation, cela peut souligner le problème de migration. La plupart des migrants ont probablement en France en raison des liens historiques entre l'Algérie et la France (colonisation, succession, éducation, langue).

<sup>7</sup> US factbook, <http://www.odci.gov/cia/publications/factbook/ag.html>

Cependant, la France a aujourd'hui un grand contingent algérien, et peut être restrictive pour prendre plus de personnes.

Donc, migration de l'avenir peut être un problème pour l'ensemble d'Europe.

#### **5.1.2.6 L'infrastructure**

L'infrastructure de transport d'Algérie a été mal négligée par les années 1970. Cependant, le gouvernement a consacré l'attention considérable à cela depuis le début des années 1980 pour rencontrer les besoins en croissance de développement régional équilibré et traiter avec la pression d'urbanisation rapide. Les fonds publics ont été alloués pour élargir, moderniser et mettre à niveau les routes du pays, des chemins de fer, des ports et des aéroports pour répondre aux besoins constamment naissant de passagers.

Mais l'insistance du gouvernement au début des années 1990 en continuation de sa politique d'austérité et la baisse de niveaux de dépense a mené à réhabilitation de l'infrastructure existante plutôt qu'investissement dans des nouveaux systèmes.

#### **5.1.3 Conclusions**

Une chose qui pourrait influencer ou déstabiliser la sécurité européenne, sont les discussions de territoire. Même si aucun incident principal aux alentours du Golfe de Sirte ne soit arrivé la décennie dernière, la Libye revendique toujours leur territoire au-delà de 12 milles marins dans ce secteur.

Quand il vient à la tension ethnique - bien qu'on puisse voir quelque tension entre la population arabe et la population Berbère, il semble qu'ils peuvent résoudre leurs conflits paisiblement.

La menace principale de l'Algérie - quant à la géographie, peut être l'émigration massive. Cela pourrait arriver si la capacité pour alimenter la population diminue, liées avec la croissance démographique et le besoin pour importer l'alimentation. Cela deviendra bien sûr même plus mauvais si l'économie diminue, ensemble avec une augmentation de violence politique.

## **5.2 La politique**

### **5.2.1 Les questions de direction**

#### **5.2.1.1 L'histoire constitutionnelle<sup>8</sup>**

L'Algérie est devenue un département français en 1830, c'est-à-dire une province française. Cela a mené en citoyenneté française pour la population algérienne. Après la guerre Française - Prussienne (1870-71), plusieurs Français se sont déplacés de la Lorraine - d'Alsace en Algérie. Cela a résulté - pendant 20<sup>e</sup> siècle - à une grande population nationaliste française en Algérie, particulièrement à la côte. Après la Deuxième Guerre Mondiale, les Arabes en Algérie ont commencé la campagne pour leur indépendance, qui a mené à une guerre civile en 1954 à 1962. Comme un résultat du nouveau régime, beaucoup d'algériens avec citoyenneté française ont déplacé à d'autres pays - et particulièrement en France.

La première constitution algérienne en 1963 a établi une structure à parti unique pour la nouvelle nation et reconnu le Front National de Libération (FNL) comme le parti simple. Cette structure de parti simple durait jusqu'à 1989, quand une nouvelle constitution a été approuvée en réponse à la crise politique croissant de pays.

La nouvelle constitution a établi une démocratie avec plusieurs partis politique. Cela a mené en 1991, pour la première fois après l'indépendance, à des élections législatives avec plus qu'un parti politique.

---

<sup>8</sup> Note du Ministère des Affaires Etrangères Norvégienne, « Algérie juillet 1997 », p 5-9.

Le Front Islamique de Sauvetage (FIS) a gagné la plupart des places dans le parlement. En réponse à ce - le président a descendu, et la junte militaire s'est annulé les élections et a assumé le contrôle de l'Etat.

La junte militaire a établi un conseil plus haut d'État et l'assemblée nationale. Tous les conseils exécutifs provinciaux ont été suspendus, également les assemblées municipales.

En 1994 - un président temporaire a été réinstallé, et les élections à une assemblée transitoire ont tenu en 1995. Cette assemblée a consisté aux représentants d'un certain nombre de différent plus petits partis. Une nouvelle charte nationale à la fin de 1995 a déclaré que l'identité nationale algérienne est basée sur les trois composants - l'Islam, l'Arabe et le Berbère, et que l'Islam est la religion d'Etat. L'assemblée transitoire a été résolue en mai 1997, avant les élections pour l'Assemblée de Peuples Nationale. En avril 1999 - les Algériens ont élu un nouveau président.

#### **5.2.1.2 Le président**

Le président est élu pendant 5 ans par des élections directes et secrètes. Le system permet le président pour être élu pendant une période complémentaire. Le président est le commandant suprême des Forces Armées. Il est responsable de la défense du pays et la décision et l'exécution de la politique étrangère. Il préside sur le gouvernement et nomme ou expulse le Premier ministre.

#### **5.2.1.3 Le gouvernement**

Le gouvernement est mené par le Premier ministre, qui est nommé par le président. Le gouvernement Consiste en 40 membres des partis politiques différentes.

#### **5.2.1.4 Le parlement**

Le Parlement est divisé en deux chambres, l'Assemblée Nationale de Peuples (l'ANP) et le Conseil National. L'ANP consiste en 380 membres directement élus.

Aux élections en 1997, 30 partis politiques différentes ont participé, également une alliance des partis et 68 candidats indépendants. En tous 7.747 candidats posent sa candidature aux 380 places.

Dix partis politiques et 11 partis indépendants ont obtenu leurs places dans l'ANP.

Le Conseil National consiste en 144 membres - où 2/3 est élu de conseils provinciaux et l'assemblée municipale - et 1/3 sont nommés par le président.

Avec majorité  $\frac{3}{4}$  dans le Conseil National les résolutions de conseil de l'ANP peuvent être rejetées.

#### **5.2.1.5 Le gouvernement régional**

L'Etat est divisé en 48 brins de communautés régionales avec leurs propres conseils provinciaux. En plus des assemblées municipales existent dans tout le pays.

#### **5.2.1.6 Le système judiciaire**

Le système judiciaire est selon la constitution nationale indépendante. Le système judiciaire est tiré des traditions judiciaires françaises et arabes. La Cour suprême de quatre chambres passe en revue l'application de loi par quarante-huit cours provinciales et tribunaux inférieurs.

#### **5.2.1.7 La direction militaire**

La direction militaire a depuis l'indépendance en 1962 été le pouvoir dominant dans la vie politique algérien. Un état-major militaire est placé directement sous le contrôle du président. Il n'est aucune liaison entre le parlement et les Forces Armées.

#### **5.2.1.8 La configuration politique - le triangle: l'Armée - le parti - l'Etat**

Jusqu'à 1995 tout le pouvoir national et l'autorité de processus décisionnel, sont restés dans les mains d'une élite choisie - et un groupe d'institutions choisi. Cette structure d'élite a été caractérisée par sa configuration triangulaire - l'Armée, le parti et l'Etat. Après la nouvelle

constitution a été mise en œuvre en 1995 - et la démocratie pluripartisme a commencé - la parti (FNL) n'est plus reconnue comme un pouvoir dans la configuration triangulaire.

Depuis 1992, après la démission du Président et l'annulation militaire des élections, les militaires ont été le parti dominant dans le triangulaire. Les élections pour des candidats pluripartisme dans l'ANP - et mise en œuvre de nouvelles réformes démocratiques - n'ont pas limité l'influence de l'Armée dans la direction du pays. La position militaire forte a été là puisque le bataille pour l'indépendance, et elle est fortement manifestée dans la population. La liaison directe entre les militaires et le Président - comme commandant suprême des forces armées, augmente cette position forte. Les Forces Armées participaient décisive dans le combat des fondamentalistes islamiques violents, et a aussi réussi renforcer son influence politique.

Les militaires sont sur la question de traiter le terrorisme divisé en deux orientations. Les radicaux veulent supprimer - ou bien anéantir le mouvement fondamentaliste Islamique totalement. Tandis que les partisans de la ligne "de réconciliation" veulent une approche plus modérée vers le mouvement fondamentaliste Islamique. Le Président Bouteflika est en faveur de cette ligne de réconciliation. Si la diversité dans les Forces Armées se développe à une crise militaire interne, cela peut mener à une relève politique Islamique et un écroulement de la structure gouvernante d'aujourd'hui.

Cependant, la direction militaire aujourd'hui est toujours le pouvoir dominant dans la politique algérienne.

#### 5.2.1.9 Conclusion

L'Algérie a depuis 1995 pris des mesures vers une démocratie. Cependant, le Conseil National est toujours équipé avec un tiers de membres directement choisis par le Président. Si les membres choisis par le Président sont loyaux envers lui, ils sont capables de rejeter n'importe quelle proposition de l'Assemblée Peuple National avec majorité  $\frac{3}{4}$  dans le Conseil National. Ensemble avec l'influence fort des chefs militaires sur le Président algérien, cela indique encore qu'il faut prendre pas à pas des mesures pour être reconnait comme un pays démocratique.

Les militaires sont le pouvoir politique dominant dans le pays. Une fente dans la direction militaire peut mener à une crise gouvernementale. Cela peut se développer à une relève politique islamique, qui peut mener à des conséquences sévères dans la région entière.

#### 5.2.2 La politique domestique<sup>9</sup>

Avec la chute de prix de pétrole, et la réapparition de mouvement fondamentaliste islamique dans le milieu des années 1980, la crédibilité du gouvernement est tombée dramatiquement. L'échec de socialisme du monde, et l'échec de gouvernement à résoudre des problèmes social et économique du pays, ont encouragé de plus en plus des algériens pour chercher les solutions dans leurs traditions islamiques.

Le laïcisme répressif du gouvernement socialiste - et un système avec un parti en pouvoir, a alimenté à un mouvement fondamentaliste islamique qui a provoqué des troubles en 1985. Le président Benjedid a répondu par l'introduction du programme des réformes qui a mené à des mouvements vers la privatisation et la réduction de centralisation socialiste. Ces mouvements étaient probablement trop peu et trop tard pour satisfaire le mouvement islamique, puisque l'émeute en Algérie a éclaté en nouveau en octobre 1988. Dans réponse à cette nouvelle émeute on a passé une nouvelle constitution réduisant le rôle du FNL. Elle permette une opposition politique limité pour la première fois après l'indépendance en 1989.

<sup>9</sup> Le matière du fond <http://www.arab.net/algeria/history/aa-independance.html>

Ce changement de la constitution était toujours en faveur du FNL, puisqu'il limitait les activités des partis d'opposition.

Néanmoins, le changement faisait possible pour la hausse d'activisme Islamique menait par le Front Sauvetage Islamique (FSI). La victoire sur le FNL dans des élections municipales et provinciales en 1990, a montré l'appui fort du FIS et on peut voir cela comme un cri pour des changements de la population.

Après les décennies de direction de socialiste et répression sociale et religieuse, la majorité des Algériens embrassaient la politique du FIS et menaient la parti à une victoire sur le FLN dans le première ronde des élections générales en décembre 1991.

Avec la prospective de FIS dans contrôle du parlement après le deuxième rond d'élections - l'élite laïque et militaire, forçait la démission du président Benjedid, interrompu le processus électoral, et suspendait le parlement. Cette répression du FIS a enflammé une vague de violence fondamentaliste islamique.

En 1994, le gouvernement se rencontrait avec cinq groupes d'opposition pour négocier un règlement de paix. Les négociations continuaient en Italie, et menaient aux élections en 1995. Le président Liamine Zeroual gagnait l'élection et promettait pour continuer avec les réformes pour assurer la transformation de l'Algérie dans une vraie démocratie.

Le 7 décembre 1996, le président Zeroual signait en nouveau les réformes constitutionnelles que - parmi d'autres choses - interdisait les partis politiques qui sont fondés sur la base de la religion et la langue. Ces réformes menaient à une escalade de violence, avec des beaucoup de massacres et des atrocités en étant remis. La guerre entre les forces du gouvernement et les militants continue avec un péage évalué de 80,000 victimes avant 1998, la plupart de ce qui est des civils. Sur le 15 avril 1999, l'Algérie a tenu une élection présidentielle qui a été gagnée par Abdelaziz Bouteflika, un ancien ministre des Affaires Etrangères qui plait l'appui de l'Armée. Par un référendum à propos du 16 septembre 1999, les Algériens ont soutenu le plan de nouveaux présidents pour la paix. Le plan du Président Bouteflika pour la réconciliation et la paix, donnera une amnistie pour les terroristes qui remettent leurs armes auparavant le 13 janvier 2000. Soixante-trois pour cent de la population a voté à faveur ce plan. Cela indique à un appui fort pour le président dans sa lutte pour la paix interne dans le pays. Egalement cela indique l'appui déclinant dans la population en face d'activités extrémistes islamiques en Algérie. Le nouveau politique du Président - "la ligne de réconciliation" - semble - en plus de la lutte pour la paix, aussi avoir une nouvelle orientation politique vers les pays Européens. Les mutations qui ont proposé dans le secteur d'éducatif et des discours présidentiels, indiquent cette orientation.

#### 5.2.2.1 Le facteur islamique<sup>10</sup>

L'Algérie consiste presque en 100% de la population musulmane. L'Islam fait partie de la tradition politique - la datation avant l'indépendance, quand la rhétorique révolutionnaire du FNL a dessiné sur la force unificatrice d'Islam pour renforcer la cohésion- et l'opposition nationale de la direction coloniale.

Cela a aidé les militaires pour avoir une position forte dans la population, même aujourd'hui.

Dans la période post-indépendante, le gouvernement, en reconnaissant le potentiel de mobilisation d'Islam comme la force politique, a essayé d'apporter des groupes activistes

<sup>10</sup> L'Algérie - une étude de pays, Bibliothèque de Congrès  
([http://lcweb.loc.gov/cgi-bin/query/r?frd/cstdy:@field\(DODCID+dz0143\)](http://lcweb.loc.gov/cgi-bin/query/r?frd/cstdy:@field(DODCID+dz0143)))

islamiques dans son contrôle. Malgré ces efforts, le mouvement indépendant islamique finalement apparaissait et formait la base pour le plus significatif parti d'opposition au gouvernement à la fin des années 1980 et au début des années 1990. Le gouvernement, consistant en gens de l'élite, aurait pu voir une relève politique Islamique potentielle comme une menace à leur propre existence. Avec la relève politique islamique en Iran frais dans le mémoire, ils craignaient probablement une relève islamique qui aboutirait aux changements sévères de la vie quotidienne, et par conséquent qu'ils devaient quitter le pays.

Tandis que plus de cinquante partis indépendants et plus qu'une organisation islamique apparaissait dans les mois après la légalisation de partis, le FIS était le seul compétiteur national à l'hégémonie du FNL. Le FIS présentait le seul programme viable et compréhensif du régime existant, et a aussi offert un alternatif social et religieux.

Le FIS a rapidement obtenu le succès aux élections municipales, particulièrement aux zones de prolétariat d'Alger et d'autres villes. Les leaders du FIS, en déterminant pour rester un parti politique légitime, n'approuvaient pas des liaisons avec des groupes fondamentalistes radicaux islamiques consacrés à la violence. Malgré cela, le FIS était interdit en mars 1992, et des fonctionnaires et des partisans islamiques ont été arrêtés sous l'état d'urgence. Après l'interdiction, le FIS a adopté les mêmes méthodes violentes que le plus de partis fondamentalistes radicaux islamiques. Le FIS est aujourd'hui contrôlé de l'exil, et même s'ils revendiquent d'avoir quitté la politique violente en 1997, d'autres fractions islamiques avec appui de l'étranger continuent leurs activités extrémistes.

On voit le fondamentaliste islamique comme une menace, non seulement pour l'élite - mais aussi comme une menace à l'unité nationale, puisqu'il a aidé à intensifier des désaccords dans le pays et se renforcer le tendance de sécessionniste régional en Algérie. C'est le cas pour la région Kabylie, dont les revendications sur l'autonomie n'ont jamais été reconnues.

#### **5.2.2.2 Conclusion**

Des leaders algériens n'ont pas reconnu les problèmes sociaux et économiques dans le milieu des années 1980. Cela menait au mouvement fondamentaliste islamique parmi les Algériens. Le souci principal des leaders algériens depuis 1985 a été pour se battre contre les extrémistes fondamentaux islamiques. Bien que le système politique commence apparemment à travailler d'une façon démocratique avec des candidats islamiques dans le parlement, le terrorisme islamique est toujours apparent en Algérie.

Une prise de contrôle politique fondamentale islamique fera un changement sévère à la vie quotidienne de l'élite, et la population non-arabe (25%). Le gouvernement, consistant principalement en membres de l'élite, continuera très probablement leur combat contre les activistes radical islamiques pour maintenir le contrôle politique et le contrôle du développement du pays.

La raison principale du mouvement islamique était la situation sociale et économique que devenait apparente dans le milieu des années 1980 - et qui est toujours apparent. Le problème islamique ne sera pas résolu avant que les conditions sociales et économiques n'aient été améliorées.

Si on permet au terrorisme de continuer, il peut menacer l'unité de nation. La stratégie gouvernementale pour traiter avec le terrorisme islamique a divisé les militaires dans deux orientations. Une ultérieure dispersion des militaires peut aboutir à la perte de pouvoir et ainsi donne de l'occasion pour d'autres orientations politiques pour saisir le pouvoir. Si les fondamentalistes islamiques saisissent le pouvoir, cela aura d'atteindre d'implications étendues, qui peuvent aboutir au conflit violent aussi à l'extérieur des frontières de l'Algérie.

Une conséquence interne peut être que le combat de Kabyle pour l'autonomie apparaît avec une nouvelle force.

« La ligne de réconciliation » du Président Bouteflika semble avoir un grand appui dans la population. Ainsi promettant, on doit encore voir le résultat de cette ligne.

### 5.2.3 La politique étrangère

La propre tradition révolutionnaire de l'Algérie et son obligation à autodétermination et nationalisme ont historiquement influencé sa politique étrangère, qui a mené à une politique étrangère pragmatique<sup>11</sup>.

#### 5.2.3.1 Les relations régionales<sup>12</sup>

Les gouvernements de Maroc, la Tunisie et l'Égypte, ont essayé tous de résister le fondamentalisme islamique qui menace leur survie. Ils donnent la priorité du développement de société pour résister au mouvement fondamentaliste islamique. En Algérie, la détérioration de la situation a fait le facteur militaire crucial dans la politique anti-islamique. En Libye, le régime de Gaddafi continue à combattre l'islamisme et l'opposition par son monopole de pouvoir. Les gouvernements de tous ces pays considèrent le fondamentalisme islamique comme la menace qu'ignore toutes l'autres tensions régionales «du Sud - du Sud», bien que ceux-ci n'aient pas disparu. Les différends sur une question de frontières ont été résolus pour la plupart, ou sont dans le processus de décision. La seule discussion territoriale sérieuse qui reste est celui du Sahara Occidental, que l'Algérie ne fait pas désir de voir comme une partie intégrante du Maroc. L'appui algérien du Polisaris dans cela, a plus loin endommagé la relation avec le Maroc.

En réponse au terrorisme et le mouvement fondamental islamique les soucis de stabilité et la sécurité interne est devenue des priorités pour les gouvernements et les Armées dans les pays. Cela a abouti aux relations améliorées entre l'Algérie et le Maroc. Le fondamentalisme islamique, et par-dessus l'appui des mouvements du Soudan et de l'Iran, est considéré comme une menace beaucoup plus sérieuse que le Maroc. C'est l'ordre interne et la maintenance d'unité nationale et la stabilité, plutôt que le rôle international ou régional de l'Algérie, qui concerne le gouvernement algérien.

Le scénario qu'on plus craint dans un contexte «sud - sud», est si un gouvernement fondamentaliste islamique arrive au pouvoir en Algérie. En particulier à cause de son impact sur la Tunisie, où l'Islam politique est devenu la force d'opposition principale vers la fin des années 1980. L'apparition d'un gouvernement fondamentaliste islamique aura l'effet semblable de renversement à d'autres pays dans la région.

#### 5.2.3.2 Les organisations régionales arabes<sup>13</sup>

L'organisation de sécurité arabe la plus importante a été la Ligue arabe. Le but professé de la Ligue arabe est de garantir l'indépendance et l'intégrité par la coordination de la politique économique, culturel et sécurité.

La Ligue arabe éprouvait une fente sévère dans ses rangs quand l'Égypte négociait une paix séparée avec l'Israël dans les années 1978-1979 sans consulter la Ligue arabe ou ses États membres. Cela menait à une expulsion de l'Égypte jusqu'à 1989, qui avait un effet négatif sur l'organisation pendant les années 1980.

<sup>11</sup> L'Algérie - une étude de pays, Bibliothèque de Congrès  
([http://lcweb.loc.gov/cgi-bin/query/r?frd/cstdy:@field\(DODCID+dz0143\)](http://lcweb.loc.gov/cgi-bin/query/r?frd/cstdy:@field(DODCID+dz0143)))

<sup>12</sup> Fernanda Faria et Alvaro Vasconcelos, Security in northern Africa: Ambiguity and reality, Institute for Security Studies Western European Union, Paris - Septembre 1996

<sup>13</sup> Brynjar Lia, The quest for regional security in the southern Mediterranean - The role of European and Arab security organisations, rapport ERDN en 1999/02252, p 84-96

Le processus de paix du Moyen-Orient depuis 1991 a mis l'organisation plus loin en arrière, parce que la sécurité arabe collective avait été centrée autour de l'ancienne confrontation d'Arabe - Israël.

L'Union Maghreb d'Arabe (l'UMA) a été fondée en 1989 par la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Libye et la Tunisie. Le but déclaré était de renforcer les liens politiques, économiques et culturels entre les pays pour réaliser un degré plus grand de stabilité régionale et de coordination politique vis à vis d'autres pouvoirs régionaux, en particulier la communauté Européenne et les Etats-Unis.

On a conclu environ 30 accords multilatéraux entre les pays Maghreb, mais seulement cinq ont été ratifiés par tous les états d'UMA.

L'obstacle le plus difficile pour une suite des efforts d'intégration de l'UMA est les relations détériorées entre l'Algérie et le Maroc, en raison des désaccords sur des questions du Sahara Occidental. En 1995 le Maroc a cessé de participer aux sommets d'UMA, qui est la seule réunion de l'UMA capable de passer des résolutions obligatoires. Cela a raccourci le travail d'UMA. Le secrétaire général d'UMA et sa bureaucratie coordonnent toujours la politique devant les réunions Euro-Méditerranée avec les états d'UE.

#### **5.2.3.3 Les affaires internationales (à l'extérieur de la région)**

L'Algérie a jusque à récemment été un des pays le plus intérieur dans la région à cause de la nature radicale de l'opposition d'Islam. Le gouvernement est convaincu que la question fondamentale dans le combat contre le fondamentalisme Islamique est le développement économique. C'est en particulier dans ce point de vue que le gouvernement essaye de développer des relations avec l'UE dans l'ordre d'obtenir l'appui financier. Le support politique international est aussi également essentiel. Le nouveau Président a aussi attiré l'attention vers co-opération avec des pays européens dans plusieurs discours. Ensemble avec appui aux Etats-Unis et la France, le futur semble prometteur concernant une liaison plus proche entre l'Algérie et les pays occidentaux.

On explique aussi la création de l'Union Maghreb d'Arabe, à part motifs régionaux, par le besoin de s'unir et mieux organiser les relations avec l'Europe. Les pays Maghreb ont intérêt dans renforcement leurs relations avec l'Europe, et particulièrement d'Europe du Sud. Cela a mené à leur participation dans l'initiative pour coopération en Méditerranée occidentale, lancée en 1990.

L'Algérie a récemment discuté - pendant les discussions dans l'ONU sur la crise en Est Timor, la non-intervention en conflit interne d'un pays. Un parallèle peut être tiré aux problèmes internes algériens et interprètent ces efforts comme une déclaration à d'autres pays de n'intervenir pas en Algérie.

#### **5.2.3.4 Les initiatives de coopération, l'Euro - Méditerranée<sup>14</sup>**

La première tentative significative de construire un modèle de la trans-Méditerranée pour la coopération a été faite par ce qui a été appelé le Dialogue Euro-Arabe. Lancé en milieu d'année soixante-dix entre la Ligue arabe et la Communauté européenne, cependant ce dialogue a échoué. L'échec était principalement en raison d'un malentendu profond entre les deux associés, tandis que les pays arabes ont souligné la dimension politique du dialogue. Les Européens préféraient se concentrer aux questions économiques. En 1994, une proposition faite par l'Egypte pour un Forum Méditerranée rencontré avec succès limité. L'objectif était

<sup>14</sup> Abdelwahad Biad, A Strategy for Conflict Prevention and Management in the Mediterranean, Faculté de Droit, Université de Rouen (France), Revista CIDOB d'Afers Internacionals, No. 37, 1997

d'établir une structure pour le dialogue politique et économique entre les deux rivages et semblait être une version mise à jour du dialogue Euro-arabe.

En 1994, une proposition faite par l'Égypte pour un Forum Méditerranée qui est rencontrée avec succès limité. L'objectif était d'établir une structure pour le dialogue politique et économique entre tous les deux rivages et a semblé être une version mise à jour du dialogue Euro-arabe.

Après la Guerre de Golfe, les États-Unis ont pris l'initiative à une série de réunions sous la structure de la Conférence pour la Paix dans le Moyen-Orient à Madrid (1991). La conférence a été suivie par les sommets économiques à Madrid (1993), Casablanca (1994), Amman (1995) et Caire (1996). L'objectif était de créer une Communauté Économique du Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA) qui voudrait aider Israël à devenir intégré dans la région. A cause du boycottage de différents pays ces efforts échouaient.

La sécurité était une question centrale de souci pour l'UEO, l'OTAN et l'OSCE. En provenant de la déclaration de Petersbourg (1992), l'UEO a proposé un dialogue complet sur les questions de sécurité qui ont inclus les associés dans la Méditerranée suivante:

l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, l'Égypte, Israël et la Mauritanie. Discussions préliminaires parmi les membres de la Groupe Méditerranée de l'UEO n'ont pas produit d'intérêt significatif parmi les associés, et l'Égypte et la Turquie ont exprimé leur répugnance de continuer les discussions. Une évolution semblable a eu lieu quand l'OTAN a décidé de commencer un dialogue avec six États choisis: l'Égypte, Israël, la Jordanie, la Mauritanie, le Maroc et la Tunisie - avec l'objectif de construire une association pour la paix en Méditerranée. En même temps l'OSCE - le Comité des Hauts Fonctionnaires - a décidé d'inviter des pays en Méditerranée du Sud en ses réunions en 1994. Les structures de dialogue de sécurité proposées par l'UEO, l'OTAN et l'OSCE avaient une chance limitée de succès. Non seulement en raison du choix discriminatoire d'associés à être inclus dans le dialogue, mais aussi à cause de l'absence de principes communs clairement identifiés et règles pour un dialogue de sécurité. Ces organisations ont considéré le mouvement islamique et la possibilité d'un gouvernement politique islamique dans la région comme une menace à la sécurité européenne. Bien que les pays de l'Afrique du Nord aient craint cette situation, leurs problèmes de sécurité ont été rapprochés aux problèmes sociaux et économiques internes. L'initiative la plus sérieuse de construire une structure régionale pour le co-opération de la sécurité dans la Méditerranée a été lancée à la Conférence de Barcelone en novembre 1995. L'initiative basée sur l'idée que la Région de l'Euro-Méditerranée (l'REM) a besoin d'une sécurité complète et une approche de coopération.

### ***La déclaration de Barcelone***

Le 27 et 28 novembre 1995 la conférence de la Méditerranée a été tenue à Barcelone. Il a produit la Déclaration de Barcelone qui a institué une Association de l'Euro-Méditerranée et a couché un programme de travail pour l'action concrète. Le processus de Barcelone enveloppe plus de pays que les autres arrangements de coopération. Notamment tous les États membres de l'Union européenne et douze nations de la Méditerranée (l'Algérie, la Chypre, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, la Malte, le Maroc, la Syrie, la Tunisie, la Turquie et l'Autorité palestinienne). Une raison importante de cela pourrait être l'appui financier substantiel qui a été donné par l'UE.

La Déclaration de Barcelone est divisée dans trois dimensions - ou volets différents.

Le premier volet traite des questions politique et de sécurité. La déclaration se rappelle simplement les nombreuses normes et valeurs internationales sur les relations entre les Etats et les accords de désarmement globaux.

La seconde volet traite avec des questions économiques. Il consiste en établir une zone de libre échange dans la future prévisible, la coopération économique et l'aide financière accrue. Le troisième volet considère les aspects sociaux, culturels et humanitaires. Le programme de travail inclut des questions comme ressources humaines, le développement social, le média, les jeunes, la santé, la migration, le terrorisme, le crime organisé et le trafic de drogue. La plupart des questions ont aussi traité sur une base bilatérale.

### 5.2.3.5 Les dimensions bilatérales – les acteurs principaux externes<sup>15</sup>

#### *Relations français - Maghreb*

La France a été le pouvoir européen dominant dans le Maghreb pour plus d'un siècle. La légalité de colonialisme français en Tunisie (1881-1956), l'Algérie (1830-1962) et le Maroc (1911- 1956) est manifesté en présence significative de Maghreb en France, et une élite francophone en Maghreb. Il a fait les pays Maghreb, l'Algérie en particulière, sensible à ce qui peut être perçu comme l'interférence française et le paternalisme vers le Maghreb.

#### *"Le Lobby du Sud" - l'Italie et l'Espagne*

La réorientation d'organisations de sécurité européennes vers la Méditerranée pendant les années 1990, peuvent en grande partie être attribués aux pressions politiques des états de Méditerranée du Sud, particulière en Espagne et l'Italie. Dans l'UE, un rôle principal a été joué par les Etats - membres de l'Europe du Sud - dans approvisionnement de pression sur leurs associés dans l'UE pour changer le centre d'intérêt à la région de la Méditerranée.

Bien qu'et l'Espagne et l'Italie soient des associés cadets en France et aux Etats Unis, le fait qu'ils ne soient pas de grands pouvoirs, mais ont une longue histoire de relations avec le Maghreb et le Moyen-Orient, les placent dans une position d'interlocuteurs entre l'Europe et le monde arabe. Il a permis les deux pays, mais tout d'abord l'Espagne, de jouer un rôle important dans le processus de la paix en Moyen-Orient.

### 5.2.3.6 Conclusion - la politique étranger

En général des relations étranger algériennes ont décidé par une recherche des associés qui peuvent contribuer à résoudre la crise économique et sociale, et neutraliser la politique radical d'Islam. Aujourd'hui les priorités - dans le domaine politique étrangère - se battre contre le fondamentalisme islamique et le renforcement l'économique du pays. C'est particulier de ce point de vue le gouvernement essaye à développer des relations avec l'UE pour obtenir l'appui financier, mais aussi le support de la politique international, qui est également essentiel.

La création de l'Union Maghreb d'Arabe est basée sur des intérêts régionaux. Mais aussi l'intérêt de renforcer leurs relations avec l'Europe, particulièrement l'Europe du Sud.

Les Etats voisins craignent leurs propres partis politiques islamiques si la situation en Algérie aboutir à un gouvernement fondamentaliste Islamique. La participation d'autres pays comme le Soudan et l'Iran dans le financement du terrorisme islamique, ont abouti à une coopération entre les pays de l'Afrique du Nord pour combattre le terrorisme islamique.

<sup>15</sup> Brynjar Lia, The quest for regional security in the southern Mediterranean - The role of European and Arab security organisations, rapport ERDN en 1999/02252, p 84-96

Dans le contraste pointu avec le continent européen, l'Afrique du Nord manque une institution puissante régionale. La création d'UMA avait le potentiel pour changer cela, mais les efforts ont fait halte en raison de la dispute entre l'Algérie et le Maroc concernant Sahara Occidental.

La structure du dialogue de sécurité proposée par l'UEO, l'OTAN et l'OSCE avaient la chance limitée de succès - non seulement en raison du choix discriminatoire d'associés dans la région, mais aussi en raison du manque de compréhension vers les questions de sécurité régionales. La perception différente sur les questions de sécurité a interrompu les initiatives des deux régions.

La conférence de Barcelone a succédé de fusionner des efforts de l'OTAN, l'UEO et l'OSCE et a établi une structure de coopération de l'Euro-Méditerranée que se développent encore. L'appui des pays de la Méditerranée du Sud est principalement préconisé par l'aide financière dans le programme. Il est inconnu quel effet un retrait d'UE - et son appui financier dans la région - accomplira.

Les relations bilatérales avec des acteurs externes principaux sont un rôle important dans les affaires étrangères. Les étrangers dans l'industrie du pétrole et du gaz, ensemble avec l'exportation du pétrole et du gaz en Europe, ont aidé tourner le centre du monde occidental vers la région. La minorité algérienne en France (approximatif 700000) liera toujours l'Algérie en France.

Les conflits dans la région - ou à l'extérieur de la région - peuvent apparaître l'un ou l'autre de la question de Sahara Occidental, entre l'Algérie et le Maroc - ou suite à une relève politique Islamique en Algérie et «l'effet de renversement» (spill-over-effect) dans d'autres pays. «L'effet de renversement» peut être la prise de contrôle islamique dans d'autre pays arabes et une grande migration des pays de l'Afrique du Nord en Europe du Sud.

### 5.3 L'économie

#### 5.3.1 Introduction

L'analyse du facteur économique de cette étude, sera en court couvert par le développement économique et la transition algérienne à une économie de marché après l'indépendance. L'analyse couvrira au commencement des faits concernant les éléments importants du facteur économique. La situation économique d'aujourd'hui en Algérie sera discutée dans l'aspect de sécurité, se concentre sur les sujets présentés.

La criminalité et le terrorisme, qui dans cette étude est couvert dans l'élément économique, seront avec le même centre être discuté séparément. Où non mentionné, la situation régionale est considérée non pertinente, et le centre est mis que sur la situation algérienne.

##### 5.3.1.1 La transition économique à une économie de marché après l'indépendance<sup>16 17</sup>

Depuis l'indépendance et par les années 1970 et les années 1980, l'Algérie a nationalisé le plus des sociétés et propriétés sous contrôle de l'étranger. Le gouvernement algérien contrôle l'économie nationale. Le gouvernement contrôle aussi toute l'industrie lourde et la production et la distribution de pétrole, du gaz naturel et des minéraux.

L'industrie n'a pas réglé, et pendant la fin les années 1980 et le commencement les années 1990, le gouvernement a commencé la privatisation des coopératives qui ont possédé par

<sup>16</sup> Note du Ministère des Affaires Etrangères Norvégienne, « Algérie juillet 1997 », p 5-9.

<sup>17</sup> US factbook, <http://www.odci.gov/cia/publications/factbook/ag.html>

l'Etat. Cependant, la majorité des entreprises principale en Algérie sont toujours dans les mains de l'Etat.

Les buts principaux de la réforme économique accélérée qui a commencé en milieu les années 1980, après la période avec un prix de pétrole très bas (s'est effondrée en 1986), devaient transformer l'économie nationale d'un système centralisé fermement contrôlé - à une système orienté vers le marché. Plus loin, l'Etat a voulu à créer un climat plus contribuant à l'investissement étranger et le commerce croissante. L'Etat a aussi encouragé l'épargne nationale et investissement. Le programme a été soutenu par le Fond Monétaire International (FMI), pour réaliser une stabilisation économique et présenter l'économie de marché. Malgré progrès la réforme a calé en 1992 en raison des problèmes domestiques. Un nouveau programme a été renégocié avec la communauté internationale en 1994, et on a donné des crédits principaux en Algérie.

Au début des années 1990, le secteur industriel a représenté l'espoir le plus grand de l'Algérie dans sa recherche de l'indépendance économique, cependant la dépendance à l'exportation du pétrolière et du gaz a augmenté pendant les années 1990. Cependant, après beaucoup d'ans avec déficits substantiels dans les budgets d'Etat, le budget en 1996 a montré des équilibres positifs.

La situation parmi le citoyen moyen en Algérie a empiré pendant les années 1990. Le chômage a augmenté rapidement, et le taux actuel est plus de 30%. D'autres éléments dans l'aspect de droits de l'homme, comme la pauvreté, semblent critique pour la stabilisation dans la région. Plus de 22.6% (des chiffres en 1995) de la population vive au-dessous du seuil de pauvreté. Le taux de natalité sont actuellement considéré très haut malgré une diminution en années quatre-vingt-dix, et plus de 70% de la population algérienne est au-dessous de 30 ans.

#### **5.3.1.2 Les ressources naturelles<sup>18 19</sup>**

L'Algérie, avec 4 % des réserves prouvées du monde de gaz naturel, est considérée comme la cinquième dans le monde. Le fait que seulement 17% des réserves aient été exploités, met l'avenir économique algérien dans la bonne vue. D'autres ressources naturelles incluent le fer, le zinc, des phosphates, l'uranium et le mercure. Le secteur d'hydrocarbure a dominé l'économie de l'Algérie, représentant grossièrement 52% de revenus de budget, et 25% de produit intérieur brut (PIB). Les réserves considérables du gaz naturel d'Algérie ont attendu de durer plus de soixante ans - aux taux de production de 1992.

Le gaz est transporté à la côte dans forme liquéfiée. Pendant les années 1980 le gouvernement a investi dans des conduits nouveaux, des usines de liquéfactions et navires-citernes.

Sur les plaines côtières, des grains de céréale, des raisins, des olives et des agrumes sont la récolte principale. L'Algérie produit aussi des minéraux. Le pays mine et exporte le fer de haute qualité, mercure et phosphate roche. La fabrication compte seulement une petite partie du revenu de l'Algérie. Les industries principales sont le fer, l'acier et raffinage de pétrole. Les évaluations actuelles suggèrent que plus de 65% des réserves du monde du pétrolier se trouve en Afrique du Nord et en Asie de Sud-Ouest. La région entière dépend fortement des ressources pétrolières.

<sup>18</sup> Note du Ministère des Affaires Etrangères Norvégienne, « Algérie juillet 1997 », p 5-9.

<sup>19</sup> US factbook, <http://www.odci.gov/cia/publications/factbook/ag.html>

### 5.3.1.3 Les relations financières<sup>20</sup>

Jusqu'au début des années 1990, l'aide étrangère en Algérie a consisté principalement en prêts généreux qu'est étendu par des pays arabes sur exceptionnellement bons termes. Des affaires algériennes ont aussi réussi à obtenir des crédits doux des associés commerciaux, surtout en France, l'Italie et l'Espagne.

La Communauté européenne - au début d'années quatre-vingt-dix, a appelé au traitement plus généreux des pays de la Méditerranée qui n'étaient pas les membres de l'UE, y compris l'Algérie, le Maroc et la Tunisie. La nouvelle politique libérale a permis en Algérie d'obtenir de plus grands prêts.

Un autre facteur important pour plus loin augmenter les perspectives d'aide étranger de l'Algérie, était l'appui croissant de la Banque mondiale pour le programme de réforme économique du gouvernement. Les prêts de la Banque mondiale en Algérie entre 1990 et 1995, étaient plus que doublé comparé avec la période précédente.

La balance des paiements de l'Algérie a commencé à s'améliorer en 1988, principalement à cause d'une hausse inattendue dans prix de pétrole. Cependant, le prix de - et la demande de, les importations ont continué à cultiver et les paiements d'intérêt du gouvernement sur sa dette étrangère sont montés lourdement pendant les années quatre-vingt-dix. L'Algérie est l'Etat dans la région qui est le plus endetté. Le Maroc et la Tunisie sont considérés modérément endetté, et la Libye moins endettée.

### 5.3.1.4 Le commerce international<sup>21</sup>

L'exportation d'Algérie est dépendue sur ses réserves pétrolières et du gaz.

Approximativement 95 % des recettes d'exportation algériennes viennent du secteur d'hydrocarbure. Le gouvernement avait espéré à réduire une telle dépendance en augmentant les exportations de marchandises de non-hydrocarbure. Mais les exportations montées des produits de pétrole et le gaz semblent avoir fait halte cela projet. L'Algérie est la deuxième exportateur du gaz dans le monde, et les associés principaux de commerce est des pays d'UE.

Avant l'indépendance en Algérie, la France avait 81% de la part des exportations du pays, et 82 % d'importations. Après l'indépendance, ces chiffres tombaient à 13 % et 24 % - respectivement, en 1977. Mais la France, ensemble avec l'Italie, les Etats-Unis et l'Espagne, sont des associés commerciaux toujours principaux avec l'Algérie et la région.

Des importations principales algérien sont des produits chimiques, des alimentations différentes, le fer et l'acier, la machinerie et les textiles.

### 5.3.1.5 Le niveau d'éducation<sup>22 23</sup>

L'éducation est obligatoire pour des enfants entre les âges de 6 et 15. D'un taux d'alphabétisation ci-dessous 20 % en 1954, la population de l'Algérie est devenue 60 % sachant lire et écrire avant 1992. Quatre-vingts pour cent de tous les enfants d'âge scolaire recevaient l'éducation à la fin des années 1980. Dix universités principales en Algérie servent des milliers d'étudiants, et le gouvernement projette de construire plus. Après l'indépendance le système scolaire tournait à arabe, mais les réformes projetées dans le système d'éducation changeront cette politique. Le gouvernement qui a gagné l'élection en avril 1999, veut réintroduire la langue française dans le système scolaire ensemble avec la langue arabe. Le but des réformes projetées est de présenter un système d'éducation semblable d'Europe.

<sup>20</sup> Rapport de ERDN: The quest for regional security in the southern Mediterranean – the role of European and Arab security organisations

<sup>21</sup> US factbook, <http://www.odci.gov/cia/publications/factbook/ag.html>

<sup>22</sup> Note du Ministère des Affaires Etrangères Norvégienne, « Algérie juillet 1997 », p 5-9.

<sup>23</sup> US factbook, <http://www.odci.gov/cia/publications/factbook/ag.html>

Presque 40% de la main-d'œuvre ou n'ont aucune éducation formelle ou n'avaient pas fini l'école primaire. Environ 20% de la main-d'œuvre a achevé le collège d'enseignement général ou au-delà de. Les ouvriers non qualifiés, comme des charpentiers, des électriciens et des plombiers, étaient dans la provision courte parce que le plus eu tendance migrer en Europe. Le gouvernement du Bendjedid a essayé - sans beaucoup de succès, les séduirent pour retourner à leur patrie pour aider l'économie domestique. Reconnaissant que les données démographiques du pays feraient le chômage de jeune homme un problème social épineux, aboutissait à - en 1988, que le gouvernement a établi le programme d'emploi de jeune homme pour fournir des emplois et la formation pour des jeunes gens entre seize et vingt-quatre ans d'âge, mais le programme a échoué.

#### 5.3.1.6 Les établissements multinationaux<sup>24 25</sup>

Les problèmes domestiques avec le terrorisme et l'instabilité en Algérie sont un problème principal avec des respects à empressement d'entreprises étranger de s'installer dans cette région. À cause de la menace islamique de tuer tous les étrangers, très peu d'organisations internationales et sociétés sont placés en Algérie.

Un des exceptions est la banque d'Union qui a établi une banque à titre financée privé en Algérie. Ils avaient confiance en ouverture pour une affaire en Algérie en raison des événements récents positifs et optimisme dans l'économie d'Etat algérienne. La banque d'union a été accueillie par la communauté financière algérienne. La banque d'union a déclaré que la stabilisation de l'économie algérienne exigerait à une mobilisation significative d'épargne nationale. En établissant d'un marché boursier à Alger, la privatisation et des investissements dans l'infrastructure et le secteur tertiaire, sont certains des buts principaux. "La banque d'Union est actuellement témoin de la naissance d'une nouvelle Algérie"<sup>26</sup>.

Dans le secteur du pétrolier et du gaz des compagnies de pétrole internationales payent maintenant plus d'attention en Algérie en ce qui concerne investissements malgré la menace de terrorisme.

### 5.3.2 Discussion

#### 5.3.2.1 La situation économique présente - avec se concentre sur la capacité de la mobilisation économique<sup>27 28</sup>

L'Algérie est considérée comme l'Etat clef dans la région, et la stabilité dans la région entière est dépendante sur le développement en Algérie<sup>29</sup>.

Les économies conduites d'État en Algérie et la Libye ont éprouvé les problèmes les plus sérieux pendant quelques années, mais la privatisation en cours donne le bon espoir comment on développera l'industrie. L'Algérie est maintenant considérée comme une nation avec économie rapidement en croissance. Le pays n'est plus considéré comme un de pays pauvre réel. L'exportation augmentant du pétrole et le gaz a été une raison principale de ce développement économique positif. Bien que la corruption soit un problème en Algérie, la plupart des analystes se concluent, "d'un équilibre économique" point de vue, que le gouvernement dépense leurs bénéfices dans une voie saine. L'Algérie est en fait capable de rembourser quelque chose de leur dette étrangère.

<sup>24</sup> Union bank, July 1998, [http://www.ub-alger.com/gb/cdf\\_presentation.htm](http://www.ub-alger.com/gb/cdf_presentation.htm)

<sup>25</sup> Note du Ministère des Affaires Etrangères Norvégienne, « Algérie juillet 1997 », p 5-9.

<sup>26</sup> Union bank, July 1998, [http://www.ub-alger.com/gb/cdf\\_presentation.htm](http://www.ub-alger.com/gb/cdf_presentation.htm)

<sup>27</sup> Note du Ministère des Affaires Etrangères Norvégienne, « Algérie juillet 1997 », p 5-9.

<sup>28</sup> Rapport de ERDN: The quest for regional security in the southern Mediterranean – the role of European and Arab security organisations

<sup>29</sup> Jarl Munch, Norwegian Broadcasting System (NRK), - 30 septembre 1999.

D'autre part, le gouvernement semble avoir oublié les citoyens de l'Etat dans le désireux d'améliorer les équilibres économiques. Les priorités économiques du gouvernement - incluant le but de s'améliorer les budgets, ayez pendant les années 1990 empiré le niveau de vie général parmi la population algérienne. Le pouvoir d'achat du citoyen moyen, a été réduit avec 35% depuis l'année 1994 (à partir de juillet 1997), et le taux de chômage est actuellement plus de 30%. Le chômage parmi la population de jeune homme est même plus haut (plus de 50%). En considérant le programme d'éducation algérien existant, des émeutes parmi la population de jeune homme est une menace possible pour déstabilisation dans la région.

Les droits fondamentaux de l'homme - comme l'alimentation et l'emploi aux citoyens, sont négligés par le régime. Le gouvernement algérien doit changer leur politique économique à long terme, y compris des priorités entre "la population" et les budgets, pour empêcher une escalade de pauvreté. La situation actuelle est une menace de la stabilité dans la région, et les Algériens pourraient chercher une meilleure vie en Europe. La migration massive causée par la pauvreté est une menace en Europe. L'aide économique croissante européenne à la région est un facteur qui pourrait réduire la menace de migration.

Si l'économie croissante continue et la politique gouvernementale en ce qui concerne l'épargne nationale sont tenu en effet, l'Algérie veut - dans un point de vue d'économie - aura la capacité pour augmenter leur capacité militaire. Il est nécessaire de souligner que la situation économique présente est un des plusieurs facteurs à être considérés et il est probable que l'expansion militaire est un but pour le gouvernement.

Le secteur d'agriculture a diminué pendant la période après l'indépendance. Principalement parce que de l'émission de haute pollution du secteur industriel. Par la suite la dépendance à importations d'alimentation en Algérie a augmenté jusqu'à un haut niveau.

L'Algérie projette de joindre l'Organisation Commerciale du Monde (l'OMC). Le commerce algérien et la situation concernant l'exportation s'amélioreront très probablement, et l'Algérie sera plus internationalisée. La croissance et le développement économique peuvent seulement venir du commerce et l'investissement avec l'Europe et d'autre pays occidental. L'Algérie mette maintenant des efforts pour venir tout près en Europe et l'UE, principalement à cause de bénéfices économiques que la coopération avec l'Europe peut offrir.

Les investissements européens en cours dans le secteur algérien du pétrole, peuvent aussi créer un intérêt complémentaire pour maintenir la stabilité politique dans la région. La menace politique principale pour le régime algérien et pour la région est une expansion islamique - ou la relève. Cependant, un régime islamique probablement ne défiera pas d'investisseurs européens et abandonne la seule source de revenu des devises étrangères.

La richesse pétrolière n'a aucune perspective d'améliorer le développement industriel régional. L'industrie conduite par l'Etat, y compris de l'industrie du pétrole et du gaz, ne favorise pas un développement si régional. Si la coopération industrielle dans la région est un but, des réformes rapides dans la région entière sont nécessaires pour créer un secteur privé diversifié. La région échoue aussi pour s'avancer investissement pour financer la maintenance et amélioration de son infrastructure, qu'en général est en mauvaise condition.

### ***Conclusion - la situation économique présente***

Le développement économique dans la région, et en Algérie particulièrement, doit être considéré bon du point de vue de budgets. Du point de vue de peuples algérien, la situation est tout à fait différente. Le niveau de vie diminue, le système éducatif pauvre et le taux de chômage - particulièrement parmi la population de jeune homme, est extrêmement haut. Dans somme, de base les droits de l'homme sont négligés.

Le gouvernement doit reconnaître qu'il y a une population et une crise de jeune homme et traiter avec cela. Un programme d'éducation pour limiter la croissance démographique, est essentiel, et des leaders islamiques doivent être encouragés pour le soutenir. Un autre défi important et nécessaire est de restructurer le système éducatif pour concentrer la formation à l'entraînement du travaille et la compétitivité.

La communauté européenne et la communauté internationale doivent encourager la libéralisation économique et des investissements étrangers, et continuent - et même augmentent l'appui et l'aide économique.

Les plans d'investissement sont nécessaires dans la coopération avec le Fonds Monétaire International et l'Union européenne. Cependant, la croissance économique est critique, mais ne donne pas la réponse entière.

#### **5.3.2.2 La criminalité et le terrorisme<sup>30 31</sup>**

##### ***L'introduction et des faits***

Le taux de crime général en Algérie est modérément haut, mais augmentant. Les principaux problème du gouvernement pendant plusieurs ans est le terrorisme domestique. Le conflit entre le gouvernement et la population islamique a commencé après l'élection en 1991. Un état d'urgence a été exécuté dans la période de 1992 - 1995. Le banditisme, des assauts et l'enlèvement qu'impliquent des étrangers arrivent souvent. Puis les organisations de terroristes islamiques ont menacé de tuer tous les étrangers qui ne partent pas le pays. Le gouvernement revendique que se sont les organisations terroristes islamiques radicales qui sont responsable des massacres. Par contre des experts en Algérie affirment que se sont des bandes criminelles de jeune homme, souvent motivé de drogue, qui sont responsable de cela exécute. Beaucoup de meurtres sont un résultat de rivalité et batailles personnelles entre groupes différents<sup>32</sup>. Des ingénieurs, des enseignants et d'autres qui représentent des intérêts importants dans la société et ont une attitude occidentale positive, sont les cibles principales pour les terroristes.

Le gouvernement a intensifié ses opérations contre des groupes islamiques radicaux, et plusieurs groupes militants en 1998 ont joint le cessez-le-feu unilatéral déclaré par l'Armée Sauvetae Islamique (ASI).

La menace de migration illégale et l'expansion islamique en Europe, a appelé à politique "retenue" parmi décideurs européens.

##### ***Le terrorisme domestique***

Le problème principal auquel l'Algérie a fait face dans les années 1990 est le terrorisme et la criminalité domestique. Selon des rapports, environ 80 000 personnes ont été tuées pendant le conflit. Les attaques terroristes algériennes ont coûté en Algérie environ 16 milliards de dollar pendant cinq ans de conflit, jusqu'à la fin de 1996. (ref. le syndicat principal).

<sup>30</sup> Note du Ministère des Affaires Etrangères Norvégienne, « Algérie juillet 1997 », p 5-9.

<sup>31</sup> US factbook, <http://www.odci.gov/cia/publications/factbook/ag.html>

<sup>32</sup> Cathrine Løchstøper, NRK, Algerie ved demokratiets grense - (L'Algérie à la frontière de la démocratie), Aschehoug 1995

Depuis 1993 plus de 120 étrangers ont été tués dans des actions terroristes en Algérie. La menace d'organisations terroristes islamiques a effrayé des entreprises multinationales d'investir dans la région.

Les étrangers ne sont pas l'accueil par la population islamique, et le tourisme est naturellement affaibli par cette menace. Les autorités civiles et militaires ne sont pas capables de protéger les gens innocents.

Des organisations terroristes islamiques mettent le blâme pour des massacres sur les autorités militaires, mais là n'existe aucune preuve pour telles allégations. Les autorités militaires mettent le blâme aux mouvements islamiques. D'autres prétendent que des groupes différents avec le comportement criminel sont responsables. La situation est ainsi confuse que la plupart des Algériens ont aucune solution de proposer, ni même n'exige de faire. Ils veulent seulement être laissés dans la paix. Sans savoir que faire - ou qu'ils veulent exactement, un grand nombre de population veut que la communauté internationale s'immisce.

D'un point de vue occidental il est important de soutenir le gouvernement algérien dans le traitement de cela problème. Autres investissements économiques internationaux dans la région, consultation internationale avec respects à gestion de crise domestique, et appui plus loin économique pour permettre les autorités à augmenter le niveau de vie parmi la population, sont des défis stratégiques principaux pour les pays occidentaux. Probablement, ce n'est pas possible d'éliminer le terrorisme domestique dans la région dans le proche avenir, mais la direction de cela - et le limitant, doit être un but pour le gouvernement algérien et la communauté internationale.

Des installations pétrolières et du gaz en Algérie sont considérées comme des cibles possibles pour le terrorisme Islamique, et sont par conséquent lourdement protégé. Les actions terroristes contre telles "cibles" sont un problème domestiques que les autorités ont pris au sérieux. Tant que le pétrole et le gaz sont produits, il existera une menace pour le terrorisme. Mais les mesures sécurités qu'on a pris ont réduit au minimum le risque pour attaques sur ces installations.

### ***Le terrorisme international***

Le niveau de terrorisme international en Europe a été haut pendant les années 1990, et souvent lié avec migration, manque de développement économique, instabilité politique et conflits locaux. Le fondamentalisme violent islamique en Afrique du Nord - et particulièrement en Algérie, est pensé pour être responsable du terrorisme brutal en France pendant des années 1994-96.

La Libye est considérée pour être un commanditaire (sponsor) pour le terrorisme international.

L'appui direct ou indirect par des Etats pour le terrorisme, inclure dans la plupart des cas, fournisse de l'aide, la formation, ou garanti de sécurité aux groupes terroristes qui s'opposent au processus de la paix du Moyen-Orient. Plusieurs actions terroristes dans les années récentes, y compris des actions en Europe, sont liées en Libye.

### ***Conclusion terrorisme***

Dans la somme, l'Algérie n'est pas sur ses genoux, mais paralysée par le terrorisme. Le terrorisme domestique que nous avons vu en Algérie, ont un prix haut - humaine et financièrement. En raison de terrorisme domestique, des investissements internationaux en Algérie ont été bas. Cependant, le combat en cours contre le terrorisme peut en long terme

aboutir à la stabilisation de la région. Le plan de réconciliation présenté par le Président Bouteflika - pendant et après l'élection, est un pas vers la stabilisation en Algérie. Sa promesse d'amnistie aux terroristes islamiques est accueillie par FIS. D'autres groupes islamiques ont proclamé qu'ils se battront toujours. Cependant, le fondamentalisme violent islamique semble être sur la retraite après beaucoup d'ans d'opposition.

Le but algérien d'arriver tout près en Europe doit être soutenu. La communauté internationale doit jouer leur rôle se concentrant sur appui politique et aide financière au gouvernement algérien. La Tunisie est considérée orienté plus occidental comparé avec le reste des pays en Afrique du Nord. La stabilisation de la région est essentielle et réduira à long terme la menace pour migration massive.

### 5.3.3 Conclusion

L'augmentation d'exportation du pétrolière et du gaz attendu, les plans internationaux pour investissement dans cette région, confirment le potentiel d'un développement économique sain. Le gouvernement algérien doit se concentrer sur le bien-être de populations, y compris l'éducation, l'emploi - et la contrôle de la naissance. Le terrorisme - domestique et international, dévaste pour une région avec un but d'arriver tout près en Europe. Selon la plupart des analystes dans les crises en Afrique du Nord, migration peut être la menace de sécurité la plus importante pour des pays occidentaux. Le terrorisme domestique pourrait être le facteur "déclenchement" d'un flot d'immigrants illégaux en Europe.

Cependant, le plan de réconciliation et l'amnistie donnée à la communauté islamique, peut être le tournant en Algérie - et par conséquent à la région<sup>33</sup>. Les droits fondamentaux de l'homme ont aussi été mis à l'ordre du jour par le Président Bouteflika. Maintenant la tendance est positive du point de vue de peuples algérien.

L'approche internationale à l'aspect de sécurité dans cette région doit se concentrer sur l'engagement, stabilisation et développement de l'économie, y compris l'aspect de droits de l'homme. Plutôt que souligner et insister sur des processus démocratiques dans une région non prête pour adopter une pensée d'occidental, l'Europe doit encourager ces gouvernements adhérer à leurs propres systèmes religieux et leur systèmes constitutionnels.

La situation semble stable à l'heure actuelle. Mais l'inattendu peut arriver et le gouvernement algérien et la communauté internationale doivent être attentif aux menaces existantes.

### 5.4 Les affaires militaires<sup>34</sup>

Malgré des rapports périodiques, que l'Algérie avait négocié avec des fabricants européens pour produire des systèmes d'armes - conformément à la licence, le pays continue à dépendre lourdement des étrangers pour fournir l'Armée Nationale Populaire (ANP). Dès l'indépendance aux années 1980, le fournisseur le plus important d'Algérie restée l'Union soviétique. Selon des rapports et des calculs, presque 90% de l'équipement dans l'inventaire d'ANP en 1998 avait d'origine soviétique. Des leaders algériens ont fréquemment proposé leur désir de diversifier leurs sources d'armes, et obtenir accès à l'équipement occidental, mais les circonstances économiques dans la gêne du pays a écarté un changement principal à des achats d'occidentaux.

À l'indépendance le nouveau crée ANP employait des équipements de sources diverses. Quelques armes légères avaient été livrées de la Chine, l'Egypte et d'autres pays.

<sup>33</sup> Jarl Munch, Norwegian Broadcasting System (NRK), - 30 septembre 1999.

<sup>34</sup> Le matière du fond <http://www.eucom.mil/afrika/>

La nouvelle force a aussi profité de quelques provisions militaires qui ont remis par les forces françaises quand ils ont quitté le pays, et puis de l'aide de l'Egypte aux unités aériennes. En général les militaires sont très mal équipés. Il a manqué les armes lourdes associées à une organisation militaire moderne.

L'Algérie a reçu certains armes soviétiques les plus modernes pendant les années 1975 - 1985. L'ANP était une des premières armées à l'extérieur de l'Europe de l'Est à être équipé du char T-72. Il a aussi reçu les véhicules avant blindés (VAB); BMP-1 et BMP-2, les avions de chasses ; MiG-23 et MiG-25, les hélicoptères d'attaque Mi-24, l'artillerie de tir rapide moderne et les missiles défense aérienne SA-2 et SA-3.

Bien que ceux-ci soient les versions "d'exportation" de modèles divers, qui ont manqué les capacités d'entre ceux dans la ligne premier des unités soviétiques, ils ont représenté des armes de haute qualité.

L'Union soviétique a aussi fourni la formation vaste au personnel d'ANP. Entre la fin de 1963 et 1985, plus de 3.500 officiers et le personnel enrôlé a reçu l'instruction technique dans la Union soviétique.

Le nombre de conseillers militaires soviétiques qui ont assigné en Algérie pour former et guider le personnel d'ANP dans l'utilisation d'équipement soviétique - aussi bien que dans des opérations tactiques, est évalué pour avoir atteint un haut de 3.000. Bien qu'avant 1998 le nombre de Russes soient tombé ci-dessous 500.

Le gouvernement français a augmenté le nombre de places aux écoles militaires françaises pour cadets algériens et ont prolongé des crédits complémentaires. L'Algérie a acheté des Panhards (transporteurs blindés de personnel) pour la Gendarmerie, et les Milans (missiles anti-chars). Des achats plus vastes, notamment un réseau de radar de commande et contrôle national, ont échoué se réaliser.

De l'indépendance au début des années 1980, l'ANP avait acheté des relativement petites quantités d'équipement militaire moins sensible des Etats-Unis comme plusieurs avions transport exécutif et entraîneurs primaires désarmés. Au début d'an 1981, comme une partie d'un rapprochement qui était allumé par le rôle de l'Algérie comme un intermédiaire dans la sortie des otages américains en Iran, des demandes algériennes de l'équipement militaire plus sensible ont été passées en revue plus favorablement.

Dans le complément au Lockheed C-130 (l'avion de transport), les Etats-Unis ont fourni des équipements de télécommunications et camions militaires pendant cette période.

L'Algérie a acheté deux bateaux d'atterrissage de la Grande-Bretagne au début des années 1980. De plus, les Anglais ont entrepris un projet commun avec la marine algérienne pour la livraison de douze bateaux d'attaque rapide - armés avec les Otomats, qui sont un missile italien.

L'Algérie a acheté quelques bateaux de patrouille de la Chine, mais il y a eu peu d'autre preuve de coopération militaire entre les deux pays depuis la Guerre d'Indépendance.

#### **5.4.1 Les forces armées. Organisation et rapport politique**

Les forces armées consistent en quatre services (branches): l'Armée de Terre, la Marine, l'Armée de l'Air et le Défense Aérienne. Ils sont augmentés par la Gendarmerie Nationale, qui vient sous le Ministère d'Intérieur. Les forces armées au total compte 122 000 actives, y compris 105.000 de l'Armée de Terre, 7.000 de la Marine, et 10.000 de l'Armée de l'Air. On ne connaît pas le niveau d'équipant de la Défense Aérienne, mais une source estime le

nombre d'être 4.000, inclus dans l'Armée de l'Air. Le nombre de réserves est inscrit à 150.000, mais on ne connaît pas leur état d'empressement.

Conformément à la constitution, le président est le commandant suprême de toutes les forces armées et il est également responsable de la défense nationale. Le chef d'Etat peut se tourner au Haut Conseil de Sécurité pour des conseils concernant les questions sur la sécurité nationale. Ensemble avec le Conseil de Ministres, ils sont exigés à donner son consentement à la déclaration d'un état d'urgence en cas le pays se trouve en face d'un danger imminent pour ses institutions, l'indépendance ou l'intégrité territoriale.

Le président doit aussi entendre le Haut Conseil de Sécurité avant une déclaration de guerre. Les membres de le Haut Conseil de Sécurité incluent le Premier ministre, le Ministre de Défense nationale, le Chef d'Etat Major des forces Armées (CEMA), le Ministre d'intérieur (un officier d'armée), et le Ministre de la justice.

L'Etat Major des forces Armées avait la responsabilité de la planification opérationnelle pour les forces armées intégrées, prévisions budgétaires, information et communications, logistique et appui administratif, mobilisation et recrutement. Ce n'est pas, cependant, faisant partie de la chaîne régulière de commandement. En pratique, le Chef d'Etat Major de l'Armée de Terre (CEMAT) se conduisait directement avec les chefs des branches et avec les commandants des six régions militaires.

La hiérarchie senior des Forces Armées a inclus le CEMA, le commandant de la Gendarmerie Nationale, le chef de sécurité militaire et le CEMAT.

Au milieu de 1992, un ministre civil a remplacé le Ministre d'intérieur, un général qui avait été considérée comme une part de la direction militaire collective.

#### **5.4.2 Conclusion**

Le président doit entendre le Haut Conseil de Sécurité avant une déclaration de guerre. Les membres de le Haut Conseil de Sécurité incluent le Premier ministre, le Ministre de Défense nationale, le Chef d'Etat Major des forces Armées, le Ministre d'intérieur (un officier d'armée), et le Ministre de la justice.

L'Etat Major des forces Armées avait la responsabilité de la planification opérationnelle pour les forces armées intégrées, prévisions budgétaires, information et communications, logistique et appui administratif, mobilisation et recrutement. En pratique, le Chef d'Etat Major de l'Armée de Terre (CEMAT) se conduisait directement avec les chefs des branches et avec les commandants des six régions militaires.

La hiérarchie senior des Forces Armées a inclus le CEMA, le commandant de la Gendarmerie Nationale, le chef de sécurité militaire et le CEMAT.

##### **5.4.2.1 L'Armée de Terre**

La force de personnel de l'armée de 105.000 effectifs a inclus 75.000 conscrits. La taille de l'Armée de Terre est presque doublée après 1978, en grande partie pour se préparer pour des hostilités possibles contre le Maroc sur le Sahara Occidental.

En 1992, l'Armée de Terre a atteint un nombre de 120.000 effectifs. A cause de problèmes et des perturbations domestique, des considérations financières ont exigé une réduction dans le personnel. Le CEMAT a aussi servi comme l'adjoint de le CEMA.

Territorialement, l'Algérie est divisée dans six régions militaires, chacun avec un quartier général placé dans une ville principale.

Ce système d'organisation territoriale est adopté peu de temps après l'indépendance. Des chefs militaires régionaux contrôlent et administrent des bases, la logistique et le logement, aussi bien que la formation de conscrit. Des commandants dans les divisions et les brigades de l'Armée de Terre, les commandants dans les installations de l'Armée de l'Air, et les commandants des forces navales rapportent directement au Ministère de Défense Nationale.

Pendant les années 1980, la plupart des unités de combat de l'Armée de Terre ont été concentrées dans la Région Militaire II (Oran) et à une mesure moindre dans la Région Militaire III (Béchar).

Vers le Maroc, la région III évite les routes d'accès principaux de ce pays et inclut la plupart de l'hydrocarbure de l'Algérie et l'industrie manufacturière. C'est aussi près du Sahara Occidental, embrassant le territoire précédemment revendiqué par le Maroc.

Beaucoup de désordre interne et violence associée à détresse économique et le mouvement Islamiste, est arrivé dans la Région Militaire I (Blida) et dans la Région Militaire V (Constantine). Des unités de l'Armée de Terre ont été renforcées dans et près des villes où les attaques contre le gouvernement et des forces de sécurité sont arrivées. Bien que les commandants régionaux étaient à l'origine tous des colonels, les commandants de la Région I et Région V étions tous les deux promu à général de division en 1992.

Les deux juridictions du Sud-Est – la Région Militaire IV (Ouargla) et la Région Militaire VI (Tamanrasset) - sont les étendues à faible densité de désert où un nombre limité de troupes de combat effectue des patrouilles et équipe des petits avant-postes.

La région d'Ouargla a assumé une mesure d'importance stratégique après que les relations avec la Libye ont aigri. Cependant, des activités principales militaires sont la construction et des projets pour planter à Ouargla et dans la Région VI, entrepris par les conscrits.

Les unités principales de combat de l'Armée de Terre consistent en deux divisions mécanisées et deux divisions des chars. En outre, il y avait 4-5 brigades d'infanterie motorisée et une division de Forces Spéciale aéroportée. Chaque brigade d'infanterie consiste en quatre bataillons infanterie et un bataillon de chars. De plus, l'Armée de Terre a 6 bataillons d'artillerie indépendante, cinq bataillons de défense aérienne, et une brigade infanterie indépendante. Les brigades ont autorisé au niveau de 3.500 hommes, mais on suppose que toutes les unités sont au-dessous de niveau.

L'organisation de l'Armée de Terre souligne le fait que l'Armée de Terre algérienne se concentre en défendant le propre territoire contre une hostile tentative. La forteresse est aussi dans des secteurs à la frontière du Maroc. La présence de l'Armée de Terre dans tout le pays peut être un indicateur que les chefs militaires veulent souligner que des forces militaires seront employées, aussi domestique si nécessaire. Il existe un manque de capacité offensive dans l'Armée de Terre, tant équipement que commande et contrôle ".

Douze compagnies de désert, chacun avec environ 400 hommes, ont fonctionné comme des gardes-frontières. Deux unités d'émeute spéciales, qui compte environ 15.000 hommes au total, sont assignées pour maintenir l'ordre civil.

#### **5.4.2.2 La formation**

Pendant les premières années de la modernisation de l'Armée de Terre dans les années 1960 et les années 1970, milliers d'officiers d'ANP sont allés en Union soviétique pour la formation. Ensuite, l'Algérie a établi ses propres académies militaires, bien que des conseillers russes soient toujours attachés à l'ANP en 1998.

La doctrine stratégique et tactique continue à être basée sur des modèles russes. La formation de base des cadets d'Armée de Terre est conduit à l'Académie Militaire à Cherchell, à l'ouest d'Alger, le site d'une école militaire française reprise par le gouvernement en 1963. Les cadets vont à l'Académie Militaire pendant trois ans, généralement suivi à une année de formation spécialisée avant misant en service et assigné à des unités des champs. L'Académie Militaire inclut aussi une école de l'état major (collège) pour la formation avancée d'un nombre limité des officiers de toutes catégories et de toutes branches.

Un certain nombre d'autres institutions sont employées pour former le personnel d'armée de Terre. Parmi ceux-ci sont l'école pour formation technique, administrative et logistique à El Harrach, juste sud-est d'Alger. Puis l'école pour des unités blindées à Batna, l'école pour des unités d'artillerie à Telerghma près de Constantine, l'école pour des commandos d'infanterie à Biskra, l'école pour des techniciens de communications à Bougara - aux faubourgs d'Alger, et en fin l'école pour des unités de cavalerie de désert à Ouargla.

Les sous-officiers sont formés à Ksar el Boukhari, environ 100 kilomètres au sud d'Alger, où ils reçoivent l'instruction dans la gestion, les principes de commande et le contrôle, le déploiement tactique, et endoctrinement politique. Les sous-officiers sont souvent employés dans des positions de commande dans unités tactique plus petites.

#### **5.4.2.3 Conclusion de l'Armée de Terre**

L'Armée de Terre est organisée et dimensionnée pour défendre le territoire algérien. L'Armée de Terre a été lourdement impliquée dans le désordre interne et violence par unités d'émeute spéciales. La formation et des doctrines tactiques continuent à être basées sur des anciens modèles d'Union soviétique. Il n'y a aucun indicateur que les forces algériennes fonctionneront dans un rôle offensif à l'extérieur de pays ou participeront aux opérations d'ONU. On croit que toutes les unités sont au-dessous de niveau concernant le nombre d'effectif dans des différentes unités.

#### **5.4.2.4 L'Armée de l'Air**

L'Armée de l'Air algérienne a la responsabilité de défendre l'espace aérien du pays, le soutien des forces terrestres, fournissant transport militaire et pont aérien de cargaison, et effectuant reconnaissance de terre et maritime.

L'Armée de l'Air est équipée de quelques avions de combat et des hélicoptères attaque, volant d'environ quinze bases aériennes.

Les capacités de combat d'Armée de l'Air sont construites autour de trois escadrons de chasse d'attaque et huit escadrons d'intercepteur, équipés exclusivement d'avion d'Union soviétique. Le plus avancé de ceux-ci, bien qu'ils ont été dans l'inventaire plus d'une décennie, soient le MiG-25 et le MiG-25R dans une configuration de reconnaissance. Les escadrons d'avion de chasse ont aussi inclus le MiG-21 et le MiG-23. Les escadrons de chasse d'attaque incluent MiG-23 et le plus vieux Su-24.

Le pilier principal de la capacité de transport de l'armée de l'Air est la flotte de Lockheed C-130 Hercule, acheté aux Etats-Unis. Ceux-ci sont complétés par AN-12 qui a une capacité de charge comparable.

La flotte d'hélicoptère a compris cinq escadrons des hélicoptères d'attaque (lourd et moyen) de fabrication d'Union soviétique, bien qu'un petit nombre d'hélicoptères de transport.

La Défense Aérienne est sous une commande séparée. Il a consisté en trois brigades qui ont équipées d'armes à feu antiaériennes suivant: KS-12 (85mm), KS-19 (100mm) et KS-30 (130mm). Puis trois régiments équipés avec des systèmes SAM: SA-3, SA-6 et SA-8.

#### **5.4.2.5 La formation**

Des pilotes algériens ont été envoyés en Syrie et l'Egypte - et plus tard en Union soviétique, pour la formation de vol. D'autres a reçu la formation de vol et des études techniques en France. Avec l'aide des conseillers de l'Union soviétique, une école pour former des pilotes a été finalement établie à Tafraoua près d'Oran.

L'Académie de l'Armée de l'Air et une école de formation technique sont aussi localisé au complexe Tafraoua.

#### **5.4.2.6 Conclusion d'Armée de l'Air**

La responsabilité de l'Armée de l'Air est de défendre l'espace aérien du pays, soutiennent

des forces terrestres, fournisse transport militaire et pont aérien de cargaison, et effectue reconnaissance de terre et maritime.

Les capacités de combat d'Armée de l'Air sont construites autour de trois escadrons de chasse d'attaque et huit escadrons d'intercepteur, équipés exclusivement d'avion d'Union soviétique. Des pilotes algériens ont été envoyés en Syrie et l'Égypte - et plus tard en Union soviétique, pour la formation de vol.

Les doctrines tactiques ont basé sur les modèles d'Union soviétique.

#### **5.4.2.7 La Marine**

Avec l'aide principalement de l'Union soviétique, la Marine algérienne a subi considérable agrandissement et modernisation pendant les années 1980.

Son ambition était de développer une flotte de navires bien armés qui cela permettraient de traiter avec la flotte marocaine ou libyenne et permettraient en Algérie de projeter puissance navale au-delà de ses propres eaux côtières.

En 1998 le complément d'officiers naval, le personnel enrôlé, et des cadets a été estimé à 7000, inclus 500 hommes dans la Garde côtière. Le dernier groupe fait partie du Ministère d'Intérieur, bien que dans le contrôle opérationnel de la Marine.

Tout le personnel dans la Marine et de la Garde côtière sont des volontaires. Précédemment, le commandant de la Marine était un contre amiral.

L'Algérie a reçu ses premiers sous-marins, des navires de Romeo classe, de l'Union soviétique en 1983. Le pays a acquis des sous-marins de Kilo classe vers la fin du 1988. Des navires de haute vitesse avec des torpilles et des mines. Le Romeo classe a été mis hors service comme des bateaux pour la formation.

Les plus grands navires superficiels sont des frégates de Koni classe mis en service entre les années 1980 et 1985. Chaque frégate est armée de Gecko SAM et quatre canons de 76mm. Trois corvettes de Nanuchka II classe (soviétique) ont été livrées entre 1980 et 1982. Ils sont armés de Gecko SAM et quatre missiles sol-sol (SSM). De nouveaux moteurs diesel sont censément étant installé sur les corvettes après que les problèmes ont été éprouvés avec la performance et fiabilité de leurs mécanismes de propulsion.

En supplément des plus grands navires de combat, les forces navales ont mis en service en 1998 un certain nombre de patrouilles d'attaque rapide et quelque unités plus petites pour patrouiller le côtière. Ils ont inclus des bateaux de missile - la Osa I- et Osa II classes, chaque armé avec quatre missiles Styx (sol-sol missile (SSM)). La marine a aussi mis en service le bateau d'attaque rapide de Kebir-classe, chaque armé avec un canon de 76mm. La Garde côtière faisait temporairement fonctionner ceux-ci.

La flotte avait une capacité amphibie modeste, basée sur deux plus grands bateaux amphibies d'Anglais construits en 1983 et 1984. Un escadron reconnaissance maritime avec deux Super King 200T avait été assigné à la marine, bien que le personnel et les avions de l'escadron soient venus de l'Armée de l'Air.

#### **5.4.2.8 La formation**

L'école navale de l'Algérie à Tamentfoust près d'Alger fournit à des officiers une formation équivalent aux académies de l'Armée de Terre et de l'Armée de l'Air. La Marine fait aussi fonctionner une école de formation technique pour son personnel à Tamentfoust. Quelques officiers navals plus hauts en grade ont profité de formation en France, la Russie et les États-Unis. Des bases navales principales sont localisées près d'Alger, à Mers el Kebir et à Annaba.

#### 5.4.2.9 La Garde côtier

En supplément des patrouilleurs léger construit en Italie, la Garde côtier a disposé des patrouilleurs chinois. En effectuant se service de garde côtier, la Marine coordonne ses activités avec les éléments du Ministère d'Intérieur, avec les services de la douane et d'immigration et la police nationale.

Son but est d'empêcher la contrebande, l'entrée illégale d'étrangers indésirables et d'autres infractions pour assurer la sécurité des territoires côtiers.

#### 5.4.2.10 Conclusion

La Marine algérienne a subi l'agrandissement et la modernisation considérable pendant les années 1980. Son ambition était de développer une flotte de navires bien armés qui cela permettraient de traiter avec la flotte marocaine ou libyenne et permettraient en Algérie de projeter puissance navale au-delà de ses propres eaux côtières. La Marine a un rôle défensif.

L'Algérie a reçu la plupart de sa capacité navale de l'ancienne Union soviétique. La formation suit le même modèle comme l'Armée de Terre et l'Armée de l'Air.

Quelques officiers navals plus hauts en grade ont profité de formation en France, la Russie et les Etats-Unis. Des bases navales principales sont localisées près d'Alger, à Mers el Kebir et à Annaba.

Le Garde côtier est une partie de Ministère d'Intérieur.

## 6 Conclusion

### 6.1 Les secteurs de souci pour stabilité et sécurité

Comme indiqué plusieurs facteurs pourraient causer le souci pour la stabilité et la sécurité dans la région. L'Algérie est identifiée comme la nation la plus critique pour la stabilité dans la région. C'est principalement basé sur les problèmes internes qui pourraient intensifier et terminer de déstabiliser la région entière. La désintégration d'un gouvernement efficace, probablement aboutissant à l'écroulement d'Algérie, représenterait un plus mauvais scénario – ("worst case") - dans la région.

En Algérie les leaders militaires influencent lourdement dans le domaine politique. La liaison entre le président et les militaires est traditionnellement forte. Bien que le président courant a été élu par les gens, des droits démocratiques en termes occidentaux semblent toujours loin. La tension entre la fraction militaire extrême et modérée, pourrait aboutir à une crise gouvernementale et une prise de contrôle par la fraction extrême. Les conséquences seraient probablement plus tension, la violence et le terrorisme (comme nous avons vu dans les années 1992-1997). Cela empêche à son tour le gouvernement efficace - et cela menace l'unité de la nation. Si la nation est fendue, la force militaire serait aussi fendue et les demandes d'autonomie Kabylia comme un Etat indépendant - va probablement être levé. La violence politique pourrait aboutir à la migration massive, mais plus probablement stimulé par un gouvernement inefficace - une combinaison de croissance démographique, chômage et manque d'alimentation. La violence politique limiterait directement et sévèrement de plus activité industrielle internationale en Algérie. Indirectement le terrorisme empêche n'importe quel progrès sur des questions droit de l'homme. Une question cruciale pour des compagnies internationales et également pour l'industrie pétrolière essentielle de l'Algérie.

Les facteurs d'externes de souci sont le prix du pétrole et le référendum prochain d'indépendance au Sahara Occidental. Ce référendum pourrait déstabiliser la relation entre l'Algérie et le Maroc en raison de démographie mélangée dans des territoires frontières. Le problème pourrait devenir critique si le Maroc décide de saisir le contrôle du Sahara Occidental, contrairement au résultat du référendum.

Aujourd'hui ce scénario - un cas le plus mauvais, peut être évité principalement en raison du président Bouteflika de l'Algérie. Il semble - à présent - être clef au progrès positif en Algérie et agit personnellement comme un garant de la ligne de réconciliation.

### **6.2 Les mesures stratégiques possibles pour empêcher instabilité**

Comme désigné l'appui international de Bouteflika et sa politique semble être crucial d'assurer stabilité en Algérie. Pour soutenir ce développement la communauté européenne et la communauté internationale, doivent encourager libéralisation économique et investissements étrangers, appui et aide économique. Cela peut exiger des plans d'investissement dans coopération avec le Fonds Monétaire International et l'Union européenne. Les associés commerciaux européens les plus importants sont la France, l'Italie et l'Espagne. D'outre-mer les Etats-Unis représentent un autre associé important. Le commerce et la coopération pourraient être étendus pour soutenir prospérité et stabilité en Algérie. Des organisations internationales et organisations occidentales doivent soutenir le gouvernement algérien pour améliorer l'assistance publique incluant le système d'éducation, emploi et croissance démographique pour faciliter stabilité dans la région. Plus loin le processus commencé à la conférence de Barcelone en 1995 devrais être continué.

De contrôler, et si possible évitent les problèmes associés à l'élection au Sahara Occidental, il est important d'établir un système d'élection crédible où les pays occidentaux montrent l'intérêt et participent avec des observateurs. L'UE et l'OSCE peuvent être des acteurs dans ce processus.

La coopération dans l'UMA pour résister au terrorisme d'Islam doit être plus loin étendue. Intérieurement en Algérie le plan de réconciliation et l'amnistie donnée, doit être achevée. Cela peut s'avérer être le tournant pour le développement interne en Algérie.

## La bibliographie

1. Discours - l'Établissement de Recherche de Défense Norvégien (ERDN)
2. Rapport en 1997/05253, l'ERDN, « Le potentiel de conflit en Europe »
3. Travail de référence à l'Internet
4. Encyclopédie Britannica, en ligne Dictionnaire
5. Barry Buzan, Ole Wæver, Jaap de Wilde - Security, a New Framework for Analysis, 1991
6. US factbook, <http://www.odci.gov/cia/publications/factbook/ag.html>
7. Note du Ministère des Affaires Etrangères Norvégienne, « Algérie juillet 1997 », p 5-9.
8. Le matière du fond <http://www.arab.net/algeria/history/aa-independence.html>
9. L'Algérie - une étude de pays, Bibliothèque de Congrès ([http://lcweb.loc.gov/cgi-bin/query/r?frd/cstdy:@field\(DODCID+dz0143\)](http://lcweb.loc.gov/cgi-bin/query/r?frd/cstdy:@field(DODCID+dz0143)))
10. Fernanda Faria et Alvaro Vasconcelos, Security in northern Africa: Ambiguity and reality, Institute for Security Studies Western European Union, Paris - Septembre 1996
11. Brynjar Lia, The quest for regional security in the southern Mediterranean - The role of European and Arab security organisations, rapport ERDN en 1999/02252, p 84-96
12. Abdelwahad Biad, A Strategy for Conflict Prevention and Management in the Mediterranean, Faculté de Droit, Université de Rouen (France), Revista CIDOB d'Afers Internationals, No. 37, 1997
13. Rapport de ERDN: The quest for regional security in the southern Mediterranean – the role of European and Arab security organisations
14. Union bank, July 1998, [http://www.ub-alger.com/gb/cdf\\_presentation.htm](http://www.ub-alger.com/gb/cdf_presentation.htm)
15. Jarl Munch, Norwegian Broadcasting System (NRK), - 30 septembre 1999.
16. Cathrine Løchstøer, NRK, Algérie ved demokratiets grense, Aschehoug 1995 (L'Algérie à la frontière de la démocratie)
17. Le matière du fond <http://www.eucom.mil/afrika/>